

REPUBLICQUE DU BENIN

.....

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE

.....

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

.....



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MEMOIRE PRESENTE EN VUE DE L'OBTENTION DES CREDITS ASSOCIES AU  
DIPLOME DE  
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

**Option : Economie**

**Filière : ECONOMIE APPLIQUEE**

**THEME**

**ANALYSE DE L'EFFET DE LA PRESSION  
FISCALE SUR L'INFLATION AU BENIN**

*Présenté par :*

**Michel HOUSSOUVO & Alcette H. APLOGAN**

**Maître de stage**

Mr François ANAGO Ingénieur  
statisticien Economètre DGAE

**Maître de mémoire**

Dr AVOCE VIAGANNOU Fanougbo  
Enseignant à la FASEG

**Année Académique : 2014-2015**

**Mai, 2015**

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) n'entend donner aucune approbation, ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## **DEDICACE**

Je dédie le présent travail à :

- ✓ Mon père Albert HOUSSOUVO et ma mère Pélagie HOUNVI ;
- ✓ Mon oncle Germain HOUSSOUVO; mes frères et sœurs, mes amis et camarades.

**Michel HOUSSOUVO**

## **DEDICACE**

Je dédie ce travail à :

- Mon père APLOGAN Euloge et à ma mère LOKOSSOU Charlotte ;
- Mon oncle APLOGAN Armel, mes tantes, mes frères et sœurs et à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail.

**Alcette Houéfa F.APLOGAN**

## REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait été effectif sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes qui, ont apporté leur pierre à sa réalisation. Nous tenons très sincèrement à vous adresser nos remerciements tout en sachant qu'ils ne suffisent pas pour témoigner notre gratitude.

Qu'il nous soit donc permis d'adresser nos remerciements à :

- Professeur Charlemagne IGUE, doyen de la FASEG ;
- Docteur Augustin CHABOSSOU, vice Doyen de la FASEG ;
- Docteur AVOCE VIAGANNOU Fanougbo, notre directeur de mémoire qui malgré ses multiples occupations a pu mettre son temps à notre disposition ;
- Monsieur Aristide MEDENOU, Directeur Général des Affaires Economiques (DGAE) et Monsieur François ANAGO, Ingénieur Statisticien Economètre et maître de stage pour nous avoir permis de passer notre stage académique et pour leur disponibilité ;
- Monsieur Noukpo HOMEGNON, pour son amour personnel et sa disponibilité malgré ses multiples occupations ;
- A tous les enseignants de la FASEG principalement ceux qui ont assuré notre formation ;
- Aux aînés de filière pour les conseils prodigués ;
- Tous nos camarades de la FASEG de la 1<sup>ère</sup> promotion d'Economie Appliquée (EA).

**LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

**ADF** : Augmented Dickey-Fuller

**AR** : Auto Régressif

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**BM** : Banque Mondiale

**CVEF** : Cellule de Veille Economique et Financière

**CNPE** : Comité National et de Politique Economique

**DA** : Direction des Assurances

**DGAE** : Direction Générale des Affaires Economique

**DGCPE** : Direction de la Gestion et du Control du portefeuille de l'Etat

**DGE** : Direction Générale de l'Economie

**DGID** : Direction Générale des Impôts et Douanes

**DIR** : Direction de l'Intégration Régionale

**DPC** : Direction de Prévision et de la Conjoncture

**DPE** : Direction de la Promotion Economique

**EA** : Economie Appliquée

**FASEG** : Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

**INSAE** : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

**IPC** : Indice des Prix à la Consommation

**JB** : Jarques-Berra

**MEFPD** : Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation

**MCO** : Moindre Carrées Ordinaire

**MCE** : Modèle à Correction d'Erreur

**PF** : Pression Fiscale

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**SP** : Secrétariat Particulier

**SAF** : Service Administratif et Financier

**SI** : Service Informatif

**SCRE** : Service Chargée de la Coordination des Reformes Economique

**SPEF** : Service de la Programmation Economique et Financière

**SSBAC** : Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle

**SES** : Service des Etudes et Statistiques

**SC** : Service de Contrôle

**SRA** : Service de la Règlementation et des Agréments

**SCESF** : Service de la coopération, des études des statistiques et de la Formation

**UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**UAC** : Université d'Abomey Calavi.

## LISTE DE TABLEAUX

Tableau1 : résultat des tests d'ADF.....	39
Tableau2 : résultats des tests des MCO.....	41
Tableau3 : résultat du modèle de VAR.....	42

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique1 : évolution de l'inflation de 1999 à 2012.....	34
Graphique2 : évolution de la pression fiscale de 1999 à 2012.....	35
Graphique3 : évolution de l'importation de 1999 à 2012.....	36
Graphique4 : évolution de la masse monétaire de 1999 à 2012.....	36
Graphique5 : évolution de la consommation finale de 1999 à 2012.....	37
Graphique6 : évolution de l'inflation et pression fiscale de 1999 à 2012.....	38

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
Chapitre1 : Cadre Institutionnel et Théorique de l'Etude .....	3
Section 1 : Cadre institutionnel de l'étude .....	4
Section 2 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude .....	13
Chapitre 2 : Démarche méthodologique, présentation et analyse empirique de l'étude .....	25
Section1 : Démarche méthodologique.....	26
Section2 : Présentation et analyse des résultats.....	34
CONCLUSION .....	48
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	a
ANNEXE.....	b
Table des matières.....	w

## RESUME

La politique fiscale constitue l'un des instruments par lesquels l'action publique peut avoir un impact sur la réduction de la pauvreté. Cela permet de traduire à la fois par ses impacts sur la croissance mais également sur son effet de redistribution de la richesse. Un bref aperçu sur l'évolution des recettes fiscales, montre que le Bénin demeure en bas de classement dans la zone UEMOA. De même, la hausse des prix à l'échelle mondiale ces dernières années avec un grand pic en 2008 nous a inspiré à rechercher de façon empirique les effets de cette hausse sur la croissance économique. L'analyse part du comportement du taux d'inflation et du taux de pression fiscale au cours des années considérées. Cette analyse nous permettra de valider les hypothèses. L'étude nous suggère par conséquent une politique de relance de la production pour freiner sans grand dommage la poussée inflationniste et de pencher sur la détermination d'un lien qui existe entre la pression fiscale et l'inflation. La méthodologie adoptée pour atteindre ses objectifs est la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Des représentations graphiques ont été faites pour analyser l'évolution comparative de certaines variables. Les données utilisées dans l'étude couvrent la période allant de 1965 à 2012.

## INTRODUCTION

La fiscalité est l'ensemble des règles et procédures de recensement, d'assiette, de contrôle, de recouvrement et de contentieux des impôts, droits et taxes, en vigueur dans un Etat moderne. Aussi s'établit-elle en un système et regroupe-t-elle l'ensemble des impôts, droits et taxes. Elle relève du domaine de la loi et comprend généralement la fiscalité intérieure et la fiscalité de porte. Nonobstant les impôts, droits et taxes proprement dits, les Etats modernes font aussi recours à des prélèvements parafiscaux.

Au Bénin, la fiscalité intérieure et la fiscalité de porte tirent leurs fondements juridiques respectivement du Code Général des Impôts (CGI), du Code des Douanes (CD) et des textes subséquents. Généralement la fiscalité ne revêt pas la même importance lorsqu'on se situe dans une économie développée ou émergente ou quand on se retrouve dans une économie sous-développée.

En effet, selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), la fiscalité est « une composante essentielle de toute stratégie de croissance favorable aux pauvres et de développement à long terme ». Pour autant, par rapport aux données statistiques, les recettes fiscales des pays les plus pauvres se sont élevées à peine à 10% de leur PIB entre 1994-1998, contre 20% dans les pays à revenu intermédiaire et 25% dans les pays riches, « rapport final étude sur la fiscalité 2010 ». En somme, la fiscalité est essentielle pour le financement du développement des pays, surtout les plus pauvres. Du reste, elle n'a pas la même importance s'agissant d'un pays producteur de pétrole ou en ce qui concerne un pays exportateur de matières premières comme le Bénin, dont les recettes fiscales représentent une part considérable dans le financement du budget par les ressources propres.

Quant à l'inflation, elle est un phénomène de la hausse généralisée des prix et correspond donc à une baisse durable de la valeur de la monnaie. Il s'agit d'un phénomène persistant qui fait monter l'ensemble des prix, et auquel se superposent des variations sectorielles. L'inflation est un phénomène du 20<sup>ème</sup> siècle « INSAE, 2007 ». Elle apparaît même comme une rupture brutale après un siècle de sagesse monétaire. C'est véritablement à l'occasion de la première guerre mondiale que l'inflation s'installe. Depuis les années 70 et la forte période de l'inflation qu'a connu le monde, le niveau général des prix est particulièrement surveillé et contrôlé. Les banques centrales veillent en effet à ce que l'inflation soit maîtrisée. Néanmoins les craintes d'une remontée de l'inflation sont toujours présentes, tout particulièrement lorsque l'on observe l'envolée spectaculaire du prix du pétrole et d'autres matières, qui a des conséquences sur l'ensemble de l'économie. Force est

de contacter que face aux actions des banques centrales, la hausse généralisée des prix observés en 2007 et en 2008 a été principalement tirée par l'envolée des prix des produits pétroliers et alimentaires au cours de la période. Cette situation s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont : les changements climatiques, l'accélération de la croissance des pays émergents et en développement au cours de la décennie, l'accroissement de la demande des biocarburants, la dépréciation du dollar et la crise financière. Au Bénin, l'inflation est ressortie à 1,3% en 2007 et à 7,9% en 2008 (INSAE, 2009) dépassant ainsi la limite des 3% autorisée par le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA. Cette accélération de l'inflation est tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et celle des prix des produits pétroliers qui ont connu une variation relativement fort comparée à l'inflation globale. On estime en général qu'une forte hausse des prix peut être un symptôme chef de l'instabilité macroéconomique. Celle-ci affecte les décisions d'investissement et d'épargne conduisant ainsi à une inefficience des ressources qui affectent en retour la croissance économique.

Face à cette situation, il est important de connaître la relation qui existe entre la pression fiscale et l'inflation. A cette question, il urge de mener une réflexion scientifique afin de lever toute équivoque. Ce qui nous amène à formuler le thème suivant : « **ANALYSE DE L'EFFET DE LA PRESSION FISCALE SUR L'INFLATION AU BENIN** ».

La présente étude s'articule autour de deux chapitres : le chapitre 1 définit le cadre institutionnel et théorique de l'étude, le chapitre 2 est consacré à la présentation de la méthodologie de recherche et l'analyse des résultats.

## Chapitre 1 : Cadre Institutionnel et Théorique de l'étude

Dans ce chapitre, il sera question de présenter la structure d'accueil, le déroulement du stage, de circonscrire le problème, de présenter les objectifs que visent l'étude, de formuler les hypothèses à vérifier et enfin de faire une revue de littérature ayant rapport à la thématique.

## **Section 1 : Cadre institutionnel de l'étude**

### **Paragraphe 1 : Présentation de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE)**

#### **A. Historique et missions**

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du 11 mars 2005 portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie, La Direction Générale Economiques (DGE) l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) est chargée :de proposer des mesures de politiques économique et financière à court, moyen et long terme au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et de suivre leur mise en œuvre ;

- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurances, sur la promotion du marché national d'assurances et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurances ;
- de proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

## **B. Structure organisationnelle**

La Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) comprend la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC), la Direction des Assurances (DA), la Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE), la Direction de l'Intégration Régionale (DIR), la Direction de la Promotion Économique (DPE) ; outre ces Directions, il est rattaché à la Direction Générale des Affaires Économiques, le secrétariat permanent du Comité National et Politique Economique (CNPE). La Direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Informatique (SI) et d'un Service chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

### **Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)**

La Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC) a pour mission :

- ✓ de proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale ;
- ✓ de faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long termes sur les agrégats macro-économiques et monétaires ;
- ✓ de participer à l'élaboration, à l'analyse et à la prévision des agrégats macro-économiques et monétaires ;
- ✓ d'établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques ;
- ✓ d'alerter les autorités sur les impacts économiques liés aux modifications brutales de l'environnement sous régional, régional et international ;
- ✓ de suivre l'élaboration, l'analyse et la projection de la balance des paiements ;
- ✓ de procéder à des études et recherches sectorielles et macro-économiques permettant une meilleure connaissance de l'économie nationale en liaison avec les autres départements ministériels ou institutions.

La Direction de la Prévision et de la Conjoncture comprend trois services notamment le Service de la Programmation Economique et Financière (SPEF), le Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC) et le Service des Etudes et Statistiques (SES). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

## **Direction des Assurances (DA)**

La Direction des Assurances a pour mission, l'examen des différentes questions d'assurances. A ce titre, elle est chargée :

- ✓ de la conception, de la surveillance, de l'application et de la réglementation nationale en matière d'assurances ;
- ✓ de l'étude et de la proposition au Gouvernement de toutes mesures susceptibles d'assurer et de parfaire la promotion du marché national des assurances ;
- ✓ du suivi du déroulement du règlement à l'amiable des litiges nés sur le marché entre assureurs et/ou intermédiaires d'une part, et entre assureurs, assurés et bénéficiaires des contrats d'autre part, qui lui sont soumis ;
- ✓ de la représentation de l'Etat au sein des organismes internationaux de coopération en matière d'assurances ;
- ✓ de la gestion du Centre Professionnel de Formation en Assurances (CPFA) du Bénin;
- ✓ de la mise en œuvre de la tutelle du Ministre chargé des Finances sur le secteur des assurances en exerçant le contrôle d'Etat sur les compagnies d'assurances, sur les intermédiaires et autres experts opérant sur le territoire national en vue :
  - de sauvegarder les intérêts des assurés – souscripteurs et bénéficiaires de contrats d'assurances et de capitalisation notamment en veillant au caractère licite des contrats d'assurances et à la bonne tenue de la comptabilité des opérations d'assurances ;
  - de protéger l'épargne publique en veillant à la stricte application des placements de valeur certaine ;
  - d'inciter le secteur des assurances à accroître sa participation au développement par l'augmentation de ses investissements dans les secteurs prioritaires.

La Direction des Assurances comprend trois Services notamment le Services de la Réglementation et des Agréments (SRA) ; le Service de la Coopération, des Etudes, des Statistiques et de la Formation (SCESF) ; le Service de Contrôle (SC). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Comptable.

## **Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE)**

La Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE) est chargée :

- ✓ d'apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi-publiques par rapport aux normes de gestion arrêtées à l'échelon national ou international ;
- ✓ de formuler toutes propositions ou recommandations de nature à améliorer la gestion administrative, financière et comptable des Sociétés d'Etat de Offices ;
- ✓ d'instituer en rapport avec les ministères et Autorités de tutelle des Entreprises Publiques et Semi- Publiques, un système d'information et de documentation sur la gestion desdites Entreprises ;
- ✓ de faire procéder par les Ministères et Autorités de tutelle aux redressements et corrections découlant des résultats de contrôle de gestion ;
- ✓ d'assurer une assistance aux Entreprises Publiques pour le compte de l'Etat et du Gouvernement ;
- ✓ de préparer et d'assurer l'exécution du programme de privatisation, en collaboration avec la Commission Technique de Dénationalisation ;
- ✓ d'examiner toutes autres questions en rapport avec la vie des Entreprises Publiques et Semi- Publiques et faire des propositions au Ministre des Finances et de l'Economie.

La Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE) comprend trois Services notamment le Services des Etudes et de la Réglementation (SER) ; le Service de l'Audit (SA) ; et le Service du Contrôle de Gestion (SCG). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

## **Direction de l'Intégration Régionale (DIR)**

La Direction de l'Intégration Régionale est chargée :

- ✓ de la proposition et de l'exécution de la stratégie du Gouvernement en matière d'intégration régionale ;
- ✓ des fonctions d'antenne nationale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de tous les autres organismes d'intégration régionale d'une

- part, et de celles de courroie de transmission entre leurs organes exécutifs et les Administrations de la République du Bénin d'autre part ;
- ✓ de la réflexion sur les voies et moyens pour accélérer le processus d'intégration économique ;
  - ✓ de la définition et de la mise en œuvre des actions requises en vue de tirer les avantages liés à l'appartenance du Bénin aux organismes d'intégration économique régionale ;
  - ✓ de l'analyse des répercussions des activités des différents secteurs de la vie économique sur les actions, projets et programmes communautaires et vice-versa ;
  - ✓ de l'animation, avec les autres structures chargées des questions d'intégration, de la Commission Nationale d'Intégration Economique dont elle assure le Secrétariat Permanent.

La Direction de l'Intégration Régionale comprend trois Services notamment le Services des Politiques Sectorielles (SPS) ; le Service des Echanges Commerciaux (SEC) ; le Service des Affaires Administratives, Financières, Politiques et Juridiques (SAFPJ). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Comptable.

### **Direction de la Promotion Economique (DPE)**

La Direction de la Promotion Economique est chargée :

- ✓ d'analyser l'évolution de l'environnement des entreprises sur le territoire national et proposer des solutions y relatives ;
- ✓ de procéder à l'étude des doléances formulées par les opérateurs économiques à l'endroit du Ministre des Finances et de l'Economie et de formuler des propositions à lui soumettre ;
- ✓ de contribuer à la diffusion des décisions et actions ayant des implications sur l'activité des entreprises ;
- ✓ d'appeler l'attention du Ministre des Finances et de l'Economie sur les faits susceptibles de perturber l'activité économique ou de ralentir l'investissement privé ;
- ✓ d'étudier le contenu des Accords que le Bénin pourrait être amené à signer dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et des conventions ACP-UE et participer au suivi de leur mise en application en collaboration avec les ministères concernés.

## **Paragraphe 2 : Déroulement du stage à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)**

### **A- Présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)**

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE, précisément dans la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC). La DPC comprend trois services notamment le Service de la Programmation Economique et Financière (SPEF), le Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC) et le Service des Etudes et Statistiques (SES). Outre ces services, la Direction dispose d'un Secrétariat Administratif et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

#### Service de la Programmation Economique et Financière

Il est chargé des projections économiques à court et moyen termes. Il participe à l'élaboration du budget de l'Etat, à la préparation des Programmes Economiques et Financiers et aux travaux de la Commission chargée d'établir la balance des paiements. Pour ce faire, il assure les tâches suivantes :

- la projection périodique et l'analyse des principaux agrégats économiques, financiers et monétaires ;
- la simulation des mesures proposées pour la Loi de Finances ;
- l'élaboration, en collaboration avec les structures concernées, de la balance des paiements ;
- la réalisation en collaboration avec les structures concernées, de scénarios pour la préparation des négociations des Programmes Economiques et Financiers.

#### Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle

Il est chargé d'une part, du suivi de l'activité économique aussi bien nationale qu'internationale et du suivi de l'exécution du budget d'autre part. A ce titre, il réalise les principales tâches suivantes :

- l'élaboration périodique du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et du Tableau des Opérations de Trésorerie de l'Etat (TOTE), en collaboration avec les Administrations concernées, notamment la Direction Générale du Trésor

et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale du Budget (DGB) et la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers (CSPEF) ;

- l'évaluation des mesures budgétaires en cours d'exécution ;
- l'élaboration périodique du Tableau de Bord Economique et Financier ;
- la réalisation de Notes de Conjoncture mettant en exergue les désajustements prévisibles à court terme ;
- la rédaction de notes d'information en matière économique et leurs impacts ;
- l'analyse de l'environnement économique sous régional et international.

#### Service des Etudes et Statistiques

Il est chargé de la Centralisation des statistiques économiques et financières, et de l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'économie nationale. A ce titre, il s'occupe de :

- la réalisation d'études en vue d'apprécier l'impact des mesures financières sur l'économie ;
- la réalisation d'études sectorielles intéressées ;
- la réalisation de travaux de modélisation ;
- la collecte périodique de statistiques financières ;
- la gestion d'une banque de données économiques et financières ;
- la coordination de l'activité statistique au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

#### Secrétariat Administratif

Il est chargé de:

- l'enregistrement du courrier qu'il soumet à l'appréciation du Directeur;
- la ventilation du courrier, conformément aux instructions du Directeur;
- la réception et de l'envoi des messages ;
- l'expédition du courrier ;
- la réception et de l'information des visiteurs ;

- la présentation du courrier au visa ou à la signature du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture et de toutes autres tâches à lui confiées par le Directeur.

#### Bureau des Affaires Administratives et Financières

Il est chargé, sous la supervision directe du Directeur de la Prévision et de la Conjoncture de :

- centraliser les besoins matériels de tous les services ;
- coordonner la gestion des moyens matériels de la Direction et de les répartir judicieusement entre les différents services ;
- assurer la gestion des stocks de matériels et de fournitures.

Le Bureau des Affaires Administratives et Financières travaille en étroite collaboration avec le Service Administratif et Financier de la Direction Générale des Affaires Economique.

## **B- Déroulement du stage et difficultés rencontrées**

### **Déroulement du stage**

Le stage à notre niveau a débuté le 10 Janvier 2015 et a pris fin le 10 Avril 2015 à la DGAE précisément dans l'une de ses directions qu'est la Direction de la Prévision et de la Conjoncture. Ce stage a eu lieu dans le but d'acquérir quelques connaissances pratiques, d'être en contact des réalités sur le terrain et surtout de dégager un thème d'étude pour rédiger un rapport de stage. Au cours de ce stage, il nous a été enseigné la manipulation du logiciel EVIEWS puis la méthodologie de recherche. Au cours du stage, nous a suivi deux(02) conférences organisées par la DGAE.

### **Difficultés rencontrées**

Le séjour passé à la DGAE nous a permis de relever quelques difficultés liées à la gestion des stagiaires. Entre autres, nous pouvons énumérer : le manque de bureau pour les stagiaires à cause d'une forte demande de stage académique adressée à la DGAE. Les directions dans lesquelles sont orientés les stagiaires se voient dans l'exigence de mettre ensemble tous stagiaires dans une même salle.

Quant aux difficultés au cours du stage, la plupart se retrouvent au niveau de l'adaptation des connaissances théoriques acquises à la Faculté et les réalités pratiques du terrain. Malgré ces difficultés, nous avons pu avoir des informations lors de nos recherches pour rédiger la partie

théorique de notre mémoire. Ainsi, nous aborderons dans le chapitre suivant le cadre théorique et méthodologique de notre travail.

## **Section 2 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude**

Dans cette section, il sera question de circonscrire le problème, de présenter les objectifs que vise notre étude, de formuler des hypothèses à vérifier et enfin de faire une revue de littérature ayant rapport à la thématique.

### **Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude**

#### **A- Problématique**

Les recettes fiscales sont les sources primordiales de revenu de tout Etat. Ainsi, les recettes fiscales constituent un instrument essentiel au service de l'état pour faire face à ses engagements en tant que garant du développement. Ces recettes fiscales représentent une grande part des dépenses publiques et conditionnent donc l'évolution de tout Etat. En effet, l'importance de la fiscalité dans l'économie nationale, qu'elle tienne à l'ampleur des besoins budgétaires, ou au souci d'interventionnisme, n'est plus à démontrer. Autrefois considérées comme devant servir seulement à financer les activités régaliennes de l'Etat, les recettes fiscales recouvrent actuellement une double fonction : la couverture des dépenses publiques et le financement du programme d'investissements publics. Pour Bertrand J. et Collette ch. (1989) le « fiscal », en effet est devenu si important qu'il est urgent d'apprendre à le gérer. Malheureusement, une fiscalité neutre ou de nature à accroître l'efficacité ne saurait, de très loin, procurer aux pouvoirs publics suffisamment de ressources pour financer leurs dépenses à leur niveau actuel. En outre, une fiscalité de ce genre risque de se heurter à l'inflation ou d'entrer en conflit avec les autres objectifs que visent les pouvoirs publics. Ainsi, dans la réalité, qui se caractérise par des pis-aller plutôt que par des situations idéales, les autorités ont nécessairement recours à des impôts qui modifient les comportements et l'affectation des ressources. Le problème qui se pose aux pouvoirs publics est donc de choisir une fiscalité de nature à réduire les distorsions indésirables au strict minimum, tout en arbitrant entre cet objectif et ceux qui rivalisent avec lui, tels que l'équité, la simplicité, la faisabilité et la souplesse du régime fiscal. La politique économique du Bénin, accorde une priorité au renforcement du capital humain et des équipements publics, au bien être de la population et au développement à la base. Elle s'inscrit dans la dynamique de mise en place progressive des fondations de l'émergence économique et sociale. Par rapport à cette option, le Gouvernement, à travers le projet de Budget Général de l'Etat, se propose d'engager ou de poursuivre une série d'actions basée sur des analyses prévisionnelles observées. C'est ainsi que la situation macroéconomique au cours des années 2007 et 2008 a été caractérisée par la poursuite de la relance de l'activité économique entamée depuis 2006, avec un

affermisssement du taux de croissance économique. C'est ce conflit d'objectifs, accompagné de la pression à la hausse qu'engendre la progression de la dépense publique, qui doit servir de toile de fond à l'analyse de la fiscalité.

Quant à l'inflation, elle est l'une des questions la plus controversée de la pratique fiscale au Bénin. Elle caractérise son économie et elle est un phénomène au cours duquel on observe une hausse suite à une détérioration continue du pouvoir d'achat en monnaie locale. De 1980 à 1993 le taux d'inflation est resté plus ou moins stable au Bénin en moyenne 3,03%, mais en 1982 ce taux a été élevé à 15,6%. Les années suivantes se sont caractérisées par des baisses du niveau d'inflation de plus en plus faible jusqu'en 1993, le plus faible taux de -4,8% a été observé en 1985. La dévaluation de 1994 est venu troubler la relative tranquillité des prix et le taux d'inflation a franchi le seuil record et est passé de 1,6% en 1993 à 40,7% en 1994 (cf. Une étude réalisée par la Commission de l'UEMOA en 2007). L'inflation est pour chaque individu, un problème fondamental. Il doit en tenir compte aussi bien dans ses décisions personnelles que professionnelles. Tout investissement, tout placement, tout emprunt doit faire l'objet d'une étude adéquate. L'inflation est considérée comme un état de tension provoqué par un excès de la demande effective. Elle se manifeste également par une augmentation des coûts de production qui entraîne une hausse de prix. Pour ces différentes raisons, la maîtrise de l'inflation est considérée comme une condition essentielle à la stabilité économique du Bénin.

Comme l'inflation, la croissance économique est influencée par divers facteurs. En effet, en 2010, les investissements ont pris part à la croissance économique à raison de 16,81%, la balance commerciale quant à elle a contribué à 24,85%, les recettes fiscales à 44,4% « INSAE, 2013 ». Le facteur qui contribue le plus est la recette fiscale. Cela justifie en ce sens que les sources de financement des pays en voie de développement reposent essentiellement sur la fiscalité. Ainsi, la pression fiscale doit être bien gérée afin de procurer à l'Etat assez de recettes provenant soit d'impôts directs ou indirects, soit des taxes sur les importations ; donc devant provenir des contribuables. Mais force est de constater qu'au-delà d'un certain seuil d'imposition, la pression fiscale peut entraîner l'inflation.

Par conséquent, il est impératif de se demander, quel est l'impact de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin? Dans le but de trouver de réponse à la question précédente, nous essayerons d'apporter quelques solutions aux questions spécifiques suivantes :

- Quelle est l'évolution de la consommation finale par rapport à l'inflation ?
- Quelle est l'influence de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin?

## **B- Intérêt de l'étude**

Cette étude permettra non seulement de proposer un instrument macroéconomique pour la prévision de l'inflation, de prendre des mesures pour la pression fiscale et aussi de mesurer leurs impacts sur le développement.

La recherche d'un degré raisonnable de stabilité du niveau général des prix est considérée comme le but premier de la politique monétaire, car la maîtrise de l'inflation est primordiale, non seulement pour l'activité privée, mais aussi pour la sauvegarde du pouvoir d'achat des populations. Dans le cadre de la réalisation de l'objectif de stabilité du niveau général des prix, le ciblage de l'inflation tend à s'imposer parmi les meilleurs moyens utilisés par la politique monétaire. C'est pour cette raison que la maîtrise du taux d'inflation est d'ailleurs un critère de convergence de premier rang du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité, adopté le 8 décembre 1999 par la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En outre, l'évolution récente du binôme croissance-inflation en Afrique Subsaharienne rend encore plus nécessaire la connaissance des facteurs qui déterminent l'inflation et l'évolution future des prix.

Par rapport à la pression fiscale trois points sont essentiels à savoir : sa mise en œuvre, son opportunité et son utilité.

- La question de la fiscalité au moyen des techniques quantitatives rigoureuses sur la base de données économiques et sociales réelles au Bénin.

- ensuite, elle vient à ce point nommé, car il est désormais admis que le Bénin, comme beaucoup d'autres PED, ne pourra réduire son taux de pauvreté nationale que par le biais d'une politique de croissance accélérée. Face à cet effet impératif, notamment la génération d'une croissance moyenne annuelle minimale de 7% à l'horizon 2009, le Gouvernement béninois a identifié six axes qui constituent l'ossature des Orientations Stratégiques de Développement (OSD). Il s'agit, d'une part, de reconstruire une administration au service du développement et, d'autre part, d'assainir le cadre macroéconomique. A cet effet, le Gouvernement entend se servir de la fiscalité et d'une meilleure allocation des dépenses publiques pour atteindre, entre autres objectifs, la réalisation de la transition fiscale et

l'instauration d'une fiscalité de développement. Autrement dit, la politique fiscale se doit de donner une impulsion aux cinq pôles de développement prioritaires identifiés dans l'agenda pour un Bénin nouveau.

- Enfin, du point de vue de l'intérêt pratique, cette étude apportera un éclairage certain aux responsables politico-économiques et administratifs, eu égard aux considérations théoriques et spécifiques de l'économie béninoise (économie essentiellement fiscale), sur les liens existant entre les différents agrégats retenus. Par ailleurs, de meilleures orientations des décisions à divers niveaux, pour l'avènement, au Bénin, d'une fiscalité qui intègre à la fois les dimensions économique et sociale, devraient en ressortir.

La réalisation de cette étude passera nécessairement par des objectifs et des hypothèses précis.

## **Paragraphe 2 : Objectifs, hypothèses de l'étude et revue de littérature**

### **A- Objectifs et hypothèses de l'étude :**

#### **Objectif général :**

L'objectif de ce travail est d'analyser l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin.

#### **Objectifs spécifiques:**

Les objectifs spécifiques que nous développons autour de ce thème sont :

Objectif 1 : Mesurer l'effet de l'inflation sur la consommation finale des ménages

Objectif 2 : Déterminer l'évolution de la pression fiscale par rapport à l'inflation

#### **Hypothèses de l'étude :**

Eu égard aux objectifs spécifiques ci-dessus énoncés et en nous inspirant de la littérature, nous formulons les hypothèses ci-après :

H1 : La consommation finale des ménages évolue en sens contraire que l'inflation.

H2 : La pression fiscale influence positivement l'inflation au Bénin.

## **B- Revue de littérature**

L'objectif de cette partie de notre recherche est de nous rassurer au préalable de l'état des connaissances sur les problèmes identifiés.

Nous ferons recours aux travaux de références sur notre thème de recherche aux problématiques qui y sont liées afin de prouver sa pertinence.

Ainsi, nous allons définir certains concepts abordés et faire la synthèse des travaux ayant trait à notre thème de recherche.

### **➤ Définition des concepts**

#### **La fiscalité**

La définition de la fiscalité diffère d'un auteur à un autre. La fiscalité vient du latin « FISCUS » (panier) et est un ensemble de mécanismes, de techniques pour drainer vers le Trésor Public le maximum des ressources financières dont tout pays peut disposer pour répondre aux objectifs dévolus à l'impôt au nom de sa souveraineté et au nom de sa politique fiscale. Pour Ablet AKAKPO et YENOUSSIN (2002) « la fiscalité est l'ensemble des lois, règlements, procédures et pratiques administratives relatives à l'impôt ». Ils vont plus loin en disant que : « la fiscalité élabore des règles juridiques relative à la résolution des problèmes soulevés par son application et son contentieux ».

Par ailleurs, KONTINGAN (1994) affirme ce qui suit : « la fiscalité des entreprises est l'ensemble des impôts et taxes auxquels, sont assujetties les entreprises tant du secteur public que privé, qu'elles soient individuelles ou sociétaires ». Le dictionnaire Larousse quant à lui affirme que « la fiscalité est l'ensemble des charges d'impôts ».

Dans le cas de notre de notre étude ; on retient que la fiscalité est l'ensemble des règles, des procédures et moyens permettant à l'Etat de faire face à ces dépenses d'investissements.

#### **La pression fiscale**

La pression fiscale est définie dans le lexique fiscal comme la mesure du poids des prélèvements obligatoires dans un pays. La pression fiscale représente le rapport entre les recettes fiscales d'une part et une grandeur représentant les ressources économiques d'autre part le PIB.

Selon LAFFER (1980), l'alourdissement de la pression fiscale n'entraîne pas une augmentation des recettes de l'Etat. Elle constitue un contexte et un mécanisme permettant

d'orienter l'affectation des ressources d'une économie en particulier à travers des incitations fiscales, et de modifier la redistribution des revenus et des patrimoines. En effet, une fiscalité trop lourde modifie les prix relatifs des facteurs (travail et capital) ; elle perturbe dès lors le rythme de l'activité économique en pénalisant l'offre. Selon le modèle macroéconomique de LAFFER, il existe un niveau optimal de taxation, s'il est dépassé, les recettes fiscales diminuent. La courbe de LAFFER illustre bien l'adage qui veut que « trop d'impôt tue l'impôt ». Elle part de la constatation évidente que si le taux d'imposition est nul, l'impôt est également nul. Il en est de même que si le taux d'imposition est de 100%, l'impôt est également nul. Par conséquent, entre ces deux situations, il existe un niveau de pression fiscale qui maximise les recettes fiscales (la norme retenue par l'UEMOA est de 17%) « cf. LACOUDE Philippe. Etude empirique de l'effet LAFFER en France au cours des années 1980. In: Revue française d'économie. Volume 10 N°4, 1995. pp. 101-156. »

### **L'inflation**

L'inflation est une augmentation ample et soutenue du niveau général des prix, mesurée par un indice du coût de différents biens et services. Une augmentation répétée des prix érode le pouvoir d'achat de la monnaie et des autres actifs financiers à valeur fixe, provoquant ainsi de graves distorsions et incertitudes économiques. L'inflation apparaît lorsque des pressions économiques et l'anticipation de certains événements font monter la demande en biens et en services au-delà de l'offre disponible aux prix existants, ou lorsque la production disponible est réduite par une productivité défailante ou par les contraintes du marché.

L'inflation est « la perte du pouvoir d'achat de la monnaie matérialisée par une augmentation générale et durable des prix ». Cette définition résulte d'une évolution du langage : jusque dans les années 1960, l'inflation désignait l'excès de moyens monétaires par rapport à l'offre (phénomène dont la hausse des prix et la perte de pouvoir d'achat de la monnaie résultent). Ainsi Gaël FAIN dans le Dictionnaire des Sciences Economiques définit-il l'inflation comme « un excès de la demande solvable sur l'offre. La hausse des prix en étant la conséquence ». Certains termes sont liés directement au terme inflation comme la stabilité des prix, la déflation, la désinflation, la stagflation et L'hyperinflation. On peut s'intéresser à quelques-uns :

- La stabilité des prix décrit la situation d'une économie où la hausse des prix est durablement très faible ou nulle. Ce qui contribue à maintenir à un niveau faible l'incertitude des agents économiques vis à vis du futur (moyen / long terme). En ce

sens, la stabilité des prix accroît la lisibilité de l'avenir et contribue à conforter les anticipations positives des agents économiques.

- La désinflation décrit la situation d'une économie où est constatée une baisse du taux d'inflation, qui cependant reste positif. Par exemple, après des années d'inflation à 10 % en moyenne, si l'inflation baisse à 7 %, puis 5 %, puis 2 %, on parlera de phénomène désinflationniste.
- La déflation est une baisse soutenue du niveau général des prix, comme celle qui est survenue au cours de la crise économique de 1929. Elle est généralement associée à une érosion prolongée de l'activité économique et à un niveau de chômage élevé. C'est le taux négatif d'inflation. Néanmoins, les baisses de prix généralisées sont aujourd'hui très rares, et l'inflation est devenue la principale variable macroéconomique affectant la planification économique, publique ou privée. Depuis 2012, le Bénin est dans la déflation.

La maîtrise d'un phénomène quantifiable comme l'inflation nécessite l'utilisation d'une variable pour sa mesure. Le taux d'inflation est évaluée comme la variation du niveau général des prix d'une période  $n-1$  à une période  $n$ . dans la plupart des études sur l'inflation, sa mesure est effectuée au moyen de deux indicateurs : le déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation (IPC).

### ➤ Aspects théoriques de l'étude

Montesquieu a remarqué que l'ampleur du prélèvement fiscal dépend du caractère du régime politique. Il dit que « la grandeur des tributs dépend de la nature du gouvernement ». Sans doute les affirmations de ce dernier ne sont pas contestables, car il dit encore que « on peut lever des impôts plus forts à proportion de la liberté des sujets. Il y a dans les Etats modérés un dédommagement pour la pesanteur des tributs : c'est la liberté ; il y a dans les Etats pauvres un équivalent pour la liberté : c'est la modicité des tributs.

Certes, il semble que les régimes autoritaires réussissent mieux que les régimes libéraux à imposer de lourds prélèvements fiscaux. Les régimes autoritaires disposent d'une administration et d'une police qui ne reculent pas devant l'inquisition fiscale pour recenser la matière imposable. D'autre part, la dépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique permet d'appliquer aux fraudeurs des sanctions particulièrement rigoureuses. Ainsi, dans les pays où le gouvernement est faible, nous assistons à l'inflation et la dévaluation de la monnaie

sert à assurer le financement des dépenses publiques alors que l'effort fiscal demeure insuffisant c'est le cas en République Démocratique du Congo.

Mais, Milton Friedman et d'autres nouveaux économistes qui disent que la pression fiscale excessive finit par avoir des effets pervers, c'est-à-dire le rendement fiscal finit par diminuer au-delà d'un certain taux (seuil optimal). En effet, les agents économiques réagissent négativement (fraude fiscale, moins d'épargnes, chômage...). Cette théorie est connue sous le nom de « loi de LAFFER », illustrée par une courbe de LAFFER. Cette courbe d'Arthur LAFFER est une représentation géométrique montrant que « trop d'impôt tue l'impôt ». L'Etat doit s'en tenir à un taux d'imposition qui optimise les rentrées fiscales et ne décourage pas le travail. Selon lui, les pouvoirs publics mobilisant leur ressource notamment par des prélèvements opérés sur les revenus des particuliers, doivent savoir qu'il existe une relation entre la hauteur du taux d'imposition et le revenu. En effet, une hausse substantielle de ce taux peut soit détourner les contribuables du travail, soit les inciter à une certaine évasion fiscale. S'il est vrai que l'Etat peut accroître ses recettes fiscales (R) en relevant le taux d'imposition (t), il semble qu'il y a une limite ( $t = t^*$ ) au-delà de laquelle l'augmentation du taux d'imposition contribue carrément à la diminution des recettes fiscales de l'Etat. Si le taux d'imposition est nul, les recettes totales seront aussi nulles. Egalement, avec un taux d'imposition de 100 %, les recettes totales seraient inexistantes car personne ne voudra travailler uniquement pour payer des impôts à l'Etat.

Pour Keynes, l'abondance monétaire stimule la croissance par l'augmentation de la demande et exerce une action à la baisse des taux d'intérêt. Cette baisse est favorable à l'investissement qui, précise-t-il, « ne se produira pas si la courbe de l'efficacité marginale du capital baisse plus que celui du taux d'intérêt ». Ce processus requiert du capital. Ce dernier a un coût qui dépend du niveau d'endettement des entreprises. Le coût est évalué par le taux du marché monétaire et évolue de manière synchrone avec le taux d'inflation.

L'approche du phénomène monétaire de l'inflation se réfère à celle des quantitativistes repose sur deux hypothèses : une fonction de demande stable jouant un rôle fondamental dans la détermination du revenu monétaire et des prix (indiquant une faible élasticité-intérêt de la demande de monnaie) et le caractère exogène de l'offre de monnaie par rapport à la demande. Ces hypothèses sont à la base des différentes formulations de la théorie quantitative de la monnaie :

- Equation des échanges d'Irving FISHER :  $MV = PQ$ .

Selon cette équation  $M$  (masse monétaire) multipliée par  $V$  (vitesse de circulation de la monnaie ou le nombre de rotation du stock de monnaie pendant une période donnée pour financer les dépenses consacrées à des biens et services finals) est égal à  $P$  (prix) multiplié par  $Q$  (quantité de la production finale de biens et services).

- Equation de Cambridge :  $P = kQ / M$

Cette équation fait du niveau général des prix, la résultante ; pour une certaine production, de l'offre de monnaie et d'une demande de monnaie représentée par le coefficient  $k$ ,  $k$  désignant la proportion de ses ressources qu'une communauté désire détenir sous formes d'encaisses monétaires.

### ➤ Aspects empiriques de l'étude

Des études empiriques à travers des modèles économétriques ont également été réalisées par beaucoup d'économistes pour expliquer la pression fiscale et l'inflation dans certains pays. La pression fiscale et l'inflation constituent deux sujets importants pour les macro-économistes en termes de développement des théories et de définition des politiques.

SCULLY (1996, 2000) met en évidence l'existence d'une relation en U-inversé dans le cas de la Nouvelle Zélande sur la période 1927-1994. Le taux de taxation qui maximise le taux de croissance est d'environ 20% du PIB. En utilisant des données annuelles de 1949 à 1989, en 1995, il estime le taux de pression fiscale optimale pour les Etats-Unis, qui se situe entre 21,5 et 22,9% du PIB. Les estimations obtenues sur la période 1950-1995 indiquent un taux de pression fiscale optimal de 21% en 1990. En revanche, lorsque la période d'observation est restreinte à 1960-1990, le taux d'imposition optimal pour les Etats-Unis est de 19,3% en 2003, ce qui génère un taux de croissance économique de 6,97% par an. SCULLY en 1998 présente les taux de pression fiscale optimaux pour d'autres pays développés. L'échantillon de pays considérés comprend les Etats-Unis (1929-1989), le Danemark (1927-1988), le Royaume-Uni (1927-1988), l'Italie (1927-1988), la Suède (1927-1988), la Finlande (1927-1988) et la Nouvelle Zélande (1927-1994). En moyenne le taux optimal d'imposition est de 20% et varie de 16,6% pour la Suède à 25,2% pour le Royaume-Uni. Les niveaux d'imposition observés sont cependant plus élevés, variant de 34,1% au Royaume-Uni à 51,6% au Danemark. Ces statistiques montrent clairement que les pays développés ont une politique fiscale caractérisée par des taux d'imposition au-dessus des taux optimaux. Cette pratique a pour conséquence une baisse des taux de croissance dans ces pays. BRANSON et Lovell en 2001 utilise un modèle de programmation linéaire pour estimer le taux d'imposition optimal

pour la Nouvelle Zélande sur la période 1946-1995. Ils obtiennent un taux de pression fiscale optimal de 22.5% du PIB.

Yaya KEHO (BUPED N°04-2009) à déterminer le taux de pression fiscale optimal pour l'économie ivoirienne. En utilisant des données couvrant la période de 1960 à 2006, le taux d'imposition qui maximise la croissance se situe à 21,1% du PIB. A ce taux de taxation, le taux de croissance serait de 6,2% au lieu de 3,2% en son temps. Les faibles taux actuels d'imposition sont responsables d'une perte importante en termes de croissance et de recettes fiscales que l'étude tente de quantifier.

A notre connaissance, la taxation indirecte optimale n'a pour l'instant donné lieu qu'à un nombre limité d'estimations empiriques (MYLES 1995 et Ray, 1997 pour une présentation de la littérature). Les premières estimations ont été effectuées dans le cas d'un agent représentatif par Atkinson et Stiglitz (1972) pour un échantillon de pays de l'OCDE. Le calcul d'une structure optimale de taxes sur les biens semble surtout avoir été développé avec les travaux de DEATON (1977) et de Ray (1986). Par la suite, on peut aussi citer les travaux d'EBRAHIMY et HEADY (1987) pour le Royaume Uni ou Kaiser et SPAHN (1989) pour l'Allemagne, Srinivasan (1989), MURTY et Ray (1989) pour l'Inde (cf. MYLES, 1995 et Ray, 1997 pour une revue). Nous ne rentrons pas ici dans les détails techniques d'un tel exercice. Néanmoins, il est intéressant de noter que la majorité des études empiriques a utilisé des fonctions de demande de type Linear Expenditure System (fonction LES dérivée de la fonction d'utilité de Stone et GEARY) pour estimer les paramètres de la solution optimale des taux de taxation. Or, la fonction d'utilité de Stone et GEARY suppose que les préférences des consommateurs sont homothétiques. De même, le travail et les biens sont séparables (les biens ne sont pas substituables dans une LES). Ray (1986,1997) démontre ainsi que le système de taxes calculé est influencé par la fonction de demande retenue pour estimer les élasticités prix et revenu. Selon la forme de la fonction de demande, la structure fiscale optimale sera plus ou moins progressive (à degré d'aversion pour les inégalités identique). En choisissant une LES, les conditions théoriques pour obtenir un système de taxation uniforme sont donc en bonne partie vérifiées. La cohérence entre l'analyse empirique et son référent théorique est alors discutable. Malgré les caractéristiques techniques de l'analyse empirique, toutes les études montrent que les taux différenciés sont optimaux. Ce résultat reste vrai quel que soit le cadre d'hypothèse (agent représentatif ou multi-agents) ou le type d'économie considérée. En outre, le cadre multi-agents tend à accentuer la différenciation des taux de taxation à mesure que le « degré d'aversion pour les inégalités » s'accroît dans la fonction d'utilité sociale (DEATON, 1977). A partir d'estimations réalisées pour l'Inde, Srinivasan (1989) montre que le taux de

taxation optimal peut devenir négatif (subvention) pour les produits de première nécessité lorsque le degré d'aversion aux inégalités est élevé. Puisqu'il semble optimal et notamment équitable d'appliquer des taux différenciés à la taxation des biens, on peut alors s'interroger sur le bien-fondé des réformes dans les PED. Les réformes de la fiscalité indirecte ont en effet généralement consisté à appliquer un taux uniforme de TVA (deux taux au maximum) et à exonérer les biens de première nécessité et les services sociaux (Abel, 1998, TANZI et ZEE, 2000)

En 1980, le « Modèle METRIC » a été utilisé par Patrick Artus et Pierre Morin pour expliquer l'inflation en France. C'est un modèle de court terme qui simule l'évolution des prix et des salaires en France. Il analyse les facteurs à la base de l'accélération de l'inflation postérieure à 1968. Il retient comme variables explicatives de l'inflation en France, la variation des taux de change, les prix internationaux, les salaires, les variables de commande de la politique économique telles que les dépenses des administrations en biens et services, la fiscalité, le taux d'intérêt sur le marché monétaire, des restrictions de crédit.

DOE et DIARISSO en 1996, ont conçu un modèle d'estimation de l'inflation en Côte d'Ivoire en s'appuyant sur la théorie quantitative de la monnaie et sur l'hypothèse de relative stabilité de la vitesse de la monnaie. La fonction obtenue a établi que le taux d'inflation dépend positivement du taux d'accroissement de la masse monétaire (en termes nominaux) et négativement du taux d'augmentation du PIB réel pour la période de 1970 à 1990. Sa stabilité testée par la généralisation du test de Farley-Inich (meilleur que celui de Chow, lorsque le changement de régime se produit assez loin de la période de référence) est cependant rompue en 1985, une année caractérisée par une baisse continue des prix des produits de base. D'après Doe et Diallo (1997), l'inflation dans les Etats de l'UEMOA dépend de l'inflation en France, du différentiel de taux d'intérêt entre l'UEMOA et la France, du taux de change réel. BIAU et SOBCZAK (2001) ont proposé des modèles de prévision de l'inflation en France. L'inflation est représentée comme une fonction de l'inflation importée, de la fiscalité indirecte et de variables de tensions sur les marchés de biens et du travail (cours du pétrole brut, taux d'utilisation des capacités, taux de chômage).

Une étude réalisée par la Commission de l'UEMOA en 2007, sur les « déterminants de l'inflation au niveau de la zone UEMOA » a révélé que, la hausse tendancielle des prix serait due à des facteurs tels que l'inflation importée, l'évolution des prix des produits alimentaires, le prix de l'énergie, la fiscalité et les facteurs sociopolitiques.

**Chapitre 2 : Démarche méthodologique, Présentation et analyse empirique des résultats.**

Ce chapitre aborde la démarche méthodologique, les différentes analyses économétriques des données et les principales recommandations issues des résultats de l'étude.

### **Section 1 : Démarche méthodologique**

Pour vérifier les hypothèses ci-dessus émises, il est normal qu'une démarche méthodologique rigoureuse et conséquente soit menée. La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail comprend deux principales composantes à savoir la recherche documentaire et l'analyse des données collectées. Elle est basée sur une analyse descriptive de l'évolution des variables et sur une analyse empirique à l'aide des mécanismes à correction d'erreur et une étude prévisionnelle.

#### **Paragraphe 1 : Collecte et traitement des données**

##### **A- Collecte des données**

Cette étude s'appuiera sur des données secondaires recueillies au Ministère de l'Economie des Finances et des Programmes de Dénationalisation(MEFPD), à la Direction Générale des Affaires Economiques(DGAE), l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), dans la bibliothèque de la DGAE, et sur le site de la BCEAO. Ainsi le document Bilan et perspectives de l'économie nationale, les mémoires de fin de formations relative à l'inflation et la pression fiscale et autres documents nous ont fourni des données. Il s'agit des données sur l'inflation, déflateur du PIB ; la pression fiscale ; la consommation fiscale ; monnaie et quasi-monnaie et de l'importation des biens et services.

Ainsi, la variable dépendante ou expliquée, qui est l'inflation (déflateur du PIB en % annuelle) est obtenue dans la base des données de la BCEAO. Il en est de même que les variables expliquées qui sont :

- La pression fiscale en % PIB notée PF,
- La monnaie quasi-monnaie (M2) en % du PIB notée MQM,
- L'importation des biens et services en % du PIB notée IMPORT\_BS et
- La consommation finale en % du PIB notée CONSFIN

L'analyse descriptive des données collectées sur les variables nous permettrons d'avoir une idée sur leur évolution. Les travaux liés aux traitements économétriques sont effectués grâce au logiciel « Eviews 7 ». L'étude couvre la période 1965 à 2012.

## **B- Traitement des données**

L'étude utilise l'outil économétrique pour tester les relations entre les variables. A cet effet, la méthode d'estimation retenue pour le modèle d'analyse dans ce travail se fera en plusieurs grandes étapes :

### ➤ **Test de stationnarité des variables**

Une série temporelle est dite stationnaire lorsque sa moyenne et sa variance sont des constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépend que de la distance ou écart entre ces deux périodes et non pas du moment auquel la covariance est calculée. De façon pratique, la non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont : la présence de tendance déterministe ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent (l'analyse du corrélogramme de la série, le test de Dickey-fuller simple, et le Dickey-fuller augmenté) pour détecter la non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-fuller augmenté.

Nous effectuerons le test de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) pour détecter la présence de racine unitaire dans les séries. Si les séries ne sont pas stationnaires, mais toutes intégrées du même ordre, nous allons procéder à un test de cointégration et recourir à une représentation à correction d'erreur qui fournit des relations entre les variables à court et long terme.

Il se fait en deux étapes :

- La significativité ou non du trend : elle est appréciée à partir de la statistique calculée ou de la probabilité attachée à cette statistique. Le seuil de significativité est de 5%.
- La présence ou non de la racine unitaire : à cet effet on teste alors l'hypothèse nulle  $H_0$  contre l'hypothèse alternative  $H_1$  :

$H_0$  : présence de racine unitaire (série non stationnaire)

$H_1$  : absence de racine unitaire (série stationnaire)

La règle de décision est la suivante :

- ✚ Si la valeur absolue de la statistique de ADF est inférieure à la valeur critique, on accepte l'hypothèse nulle  $H_0$  de racine unitaire : la série étudiée est donc non stationnaire ;
- ✚ Si la valeur absolue de la statistique de ADF est supérieure à la valeur critique, on rejette l'hypothèse nulle  $H_0$  de racine unitaire : la série étudiée est donc stationnaire

➤ **Test de cointégration**

La théorie de la cointégration permet d'étudier des relations stables à long terme tout en analysant conjointement la dynamique de court terme des variables considérées. Les tests d'Engel-Granger et de Johansen seront appliqués afin de détecter les relations de cointégration existante entre ces variables.

- **Test de cointégration d'Engel-Granger**

Ce test se déroule en deux étapes à savoir:

**Étape 1** : Tester l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre. Mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers le test de Dickey-Fuller et Dickey-Fuller augmenté, le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnaire) de chacune des variables, l'ordre d'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

**Étape 2** : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité des résidus est testée à l'aide des tests DF ou DFA. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE).

- **Test de cointégration de Johansen**

Il faut préciser que ce test n'est utilisé que si les variables sont du même ordre d'intégration.

On teste l'hypothèse nulle  $H_0$  contre l'hypothèse alternative  $H_1$  :

$H_0$  : Non cointégration

$H_1$  : Cointégration

La règle de décision est la suivante :

- ✚ Si LR est supérieur à la valeur critique alors on rejette  $H_0$
- ✚ Si LR est inférieure à la valeur critique alors on rejette  $H_1$  (avec LR= Likelihood Ratio).
- Estimation du Modèle à Correction d'Erreurs (MCE)

Les tests de cointégration permettent de détecter la présence d'une relation de long terme entre les variables. Or, il est fort intéressant de connaître l'évolution à court et à long terme de cette relation. L'outil nécessaire à cette fin est le modèle à correction d'erreur. Ce type de modèle permet de mettre en évidence comment la dynamique de court terme des variables est influencée par l'équilibre de long terme. Ainsi donc, lorsque les séries sont stationnaires et cointégrées, il convient d'estimer leur relation à travers un modèle à correction d'erreur.

➤ **La validation du modèle**

Elle comporte deux étapes. La première, relative à l'aspect économique permet de voir si les signes des paramètres estimés sont conformes à la théorie économique. La seconde est relative à la qualité statistique et économétrique de l'estimation. Dans ce cas, plusieurs tests sont effectués notamment les tests de significativité des coefficients des variables et celui de la significativité globale du modèle ; le test de normalité des erreurs, le test d'homoscédasticité des erreurs et test d'autocorrélation des erreurs.

Qualité de la régression : La statistique  $R^2$  nous permettra de juger de la qualité de l'ajustement global du modèle.

• **Test d'autocorrélation des erreurs**

Il s'agit de voir si l'erreur est dépendante ou indépendante d'une période à une autre. Le test de Breusch-Godfrey est réalisé dans le cas d'espèce. L'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5%.

L'alternative d'hypothèse qui se présente à l'issue du test est la suivante :

**$H_0$**  : erreurs non autocorrélées

**$H_1$**  : erreurs autocorrélées

La statistique de Breush-Godfrey donnée par  $BG = n \cdot R^2$  suit une loi de Khi-deux à  $p$  degrés de liberté avec :

$P$  : nombre de retards des résidus ;

$n$  : nombre d'observation ;

$R^2$  : le coefficient de détermination.

Règle de décision : on accepte l'hypothèse de non corrélation des erreurs ( $H_0$ ) si la probabilité est supérieure à 5% ou de manière équivalente,  $nR^2 < \text{Khi-deux lu}$ .

- **Test d'homoscédasticité des erreurs**

C'est le test de WHITE qui est utilisé à cet effet. Ce test permet de savoir s'il y a hétéroscédaticité des résidus du modèle et de détecter son origine. A cet effet, il régresse le carré des résidus en fonction des carrés des variables du modèle. L'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs est :

- $H_0$  : homoscédasticité

- $H_1$  : hétéroscédaticité

La décision du test est basée sur la statistique de Fisher du modèle estimé. L'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs est acceptée si la probabilité affichée est inférieure à 5%.

- **Test de significativité du modèle**

Le test de Fisher permet d'analyser la significativité globale ou non des coefficients du modèle estimé. La règle de décision est celle-ci :

**$H_0$**  : tous les coefficients du modèle sont nuls ;

**$H_1$**  : il existe au moins un coefficient non nul.

Il s'agira de comparer la probabilité à la statistique de Fisher au seuil de 5% retenue. Dans le cas où la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure à 5%, on rejette  $H_0$  au profit de  $H_1$  selon laquelle la régression est globalement significative.

- **Test de normalité des erreurs**

Ici on utilise le test Jarque-Berra. Ce test permet de savoir si les résidus suivent une distribution normale dans le temps. L'hypothèse de normalité des résidus est :

- $H_0$  : Les erreurs suivent une loi normale

- $H_1$  : Les erreurs ne suivent pas une loi normale

On accepte au seuil de 5% l'hypothèse de normalité si Jarque-Berra calculé est inférieur à 5,99. De même si la probabilité est supérieure à 5% (**probability > 0,05**) on accepte Ho.

### **.Test de stabilité de CUSUM**

Le « test de CUSUM » permet de déterminer les éventuelles instabilités structurelles.

## **Paragraphe 2 : Modélisation**

L'estimation du modèle se fera par la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO) à partir du logiciel Eviews7. Elle se fera en deux étapes :

### **A- Présentation du modèle d'analyse**

La méthodologie adoptée à cette étude est un modèle développé par HONGBETE (2010) sur l'analyse des effets de la politique de taux d'intérêt de la BCEAO sur les phénomènes macroéconomiques du Bénin. Elle se fait à deux étapes :

Etape 1 : elle consiste à faire l'estimation par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) de la fonction suivante :

$$\text{INFL} = f(\text{PF}, \text{MQM}, \text{IMPORT\_BS}, \text{CONSFIN})$$

L'équation retenue pour le modèle est :

$$\text{INFL} = \alpha_0 + \alpha_1(\text{PF}) + \alpha_2(\text{MQM}) + \alpha_3(\text{CONSFIN}) + \alpha_4\text{IMPORT\_BS} + u_t$$

Avec :

- INFL la variable expliquée ou variable dépendante ;
- PF, MQM, IMPORT\_BS, CONSFIN les variables explicatives ;
- $u_t$  le terme d'erreur (un bruit blanc) ;
- $\alpha_i$  ( $i = 1, 2, 3, 4$ ) les paramètres (les élasticités) ;

Etape 2 : elle consiste à faire l'estimation par la méthode des MCO de la relation du modèle dynamique c'est-à-dire le modèle de court terme.

$$D(Y_t) = \beta + \lambda D(X_t) + \delta U_t + \varepsilon_t$$

Avec :

- $D(Y_t)$  la différence de la variable expliquée ;
- $D(X_t)$  la matrice des différences des variables explicatives ;
- $U_t$  le terme d'erreur du modèle de long terme retardé ;
- $\varepsilon_t$  le terme d'erreur du modèle de court terme.

## **B- Justification du choix des variables et stratégies de vérification des hypothèses**

### **Justification du choix des variables et résultats attendus**

Notre modèle se résume à une série de variables qui sont liées par des relations. On distingue dans ce modèle deux types de variables : la variable expliquée et les variables explicatives.

- ✓ La variable expliquée du modèle est l'inflation. L'inflation, mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation, permet de voir l'évolution de la hausse du niveau général des prix des biens et services.
- ✓ Les variables explicatives que sont :
  - **La pression fiscale**

Par définition la pression fiscale est le rapport des recettes fiscales au produit intérieur brut. Nous utiliserons ici la pression fiscale afin de mieux apprécier son influence sur l'inflation.

- **La monnaie et quasi monnaie(M2)**

Les études empiriques ont montré que la masse monétaire est une variable importante dans l'explication du phénomène de l'inflation. La masse monétaire d'un pays ou d'une zone économique est l'ensemble des valeurs susceptibles d'être convertis en liquidité, c'est l'agrégat de la monnaie fiduciaire, des dépôts bancaires et des titres de créances négociables, tous susceptibles d'être immédiatement utilisables comme moyens de paiement. Elle est suivie par les banques centrales et privée, offrant aux acteurs économiques une précieuse indication sur la possible évolution des prix selon la théorie quantitative de la monnaie. Les composantes de la masse monétaire sont les agrégats. Les agrégats monétaires sont des indicateurs statistiques regroupant des ensembles homogènes des moyens de paiement

détenus par les agents d'un territoire donné. Il y a plusieurs niveaux d'agrégats statistiques dans la masse monétaire selon le degré de liquidité.

M1 correspond aux billets, pièces et dépôts à vue.

M2 correspond à M1 plus les dépôts à termes inférieurs ou égaux à deux ans et les dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois.

M3 correspond à M2 plus les instruments négociables sur le marché monétaire émis par les institutions financières et monétaire (IFM) et qui représentent des avoirs dont le degré de liquidité est élevé avec peu de risque de perte de capital en cas de liquidation.

M4 correspond à M3 plus les bons de trésor, les billets de trésorerie et les bons à moyens et à long terme émis par les sociétés non financières.

Nous retenons dans cette étude le taux de la masse monétaire M2 dans la mesure où la théorie économique est assez étoffée de construction de postulats et expliquant l'effet inflationniste de la croissance monétaire.

#### - **L'importation des biens et services**

Cette variable est mesurée par rapport au volume des importations. En effet, la part de produit importé est également une variable explicative potentielle dans la mesure où la hausse des prix des produits importés se répercute sur les prix domestiques du fait notamment d'un comportement de marge des importateurs.

#### - **La consommation finale**

Suite aux nombreux travaux empiriques sur la distribution du bien-être généralement les dépenses totales de consommation des ménages à la place du revenu total pour mesurer les niveaux du bien-être, il sera tenu compte de la consommation des ménages par tête pour tenter d'expliquer l'inflation.

#### **Stratégie de vérification des hypothèses**

La vérification de nos hypothèses se fera à base de l'étude des signes et de la significativité des paramètres issus de nos différentes régressions, particulièrement nous nous intéressons aux variables concernées dans le cas de notre étude. Nous étudierons aussi l'évolution diachronique des différentes variables afin de déduire les liens qui les lie.

## **Section 2 : Présentation et analyse des résultats.**

Il s'agit dans cette section de présenter les graphes et de faire une analyse économique des résultats.

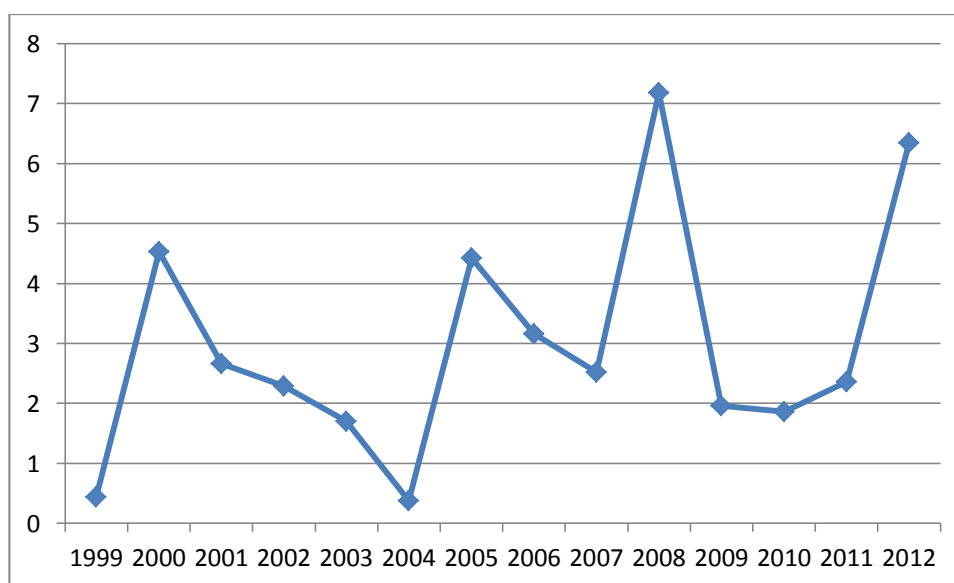
### **Paragraphe1 : Présentation des résultats graphiques**

#### **A- Analyse descriptive des résultats :**

Pour des raisons d'interprétation, nous ferons toutes les graphes de 1999 à 2012

#### **- L'inflation**

#### **Graphique 1 : Evolution de l'inflation de 1999 à 2012**



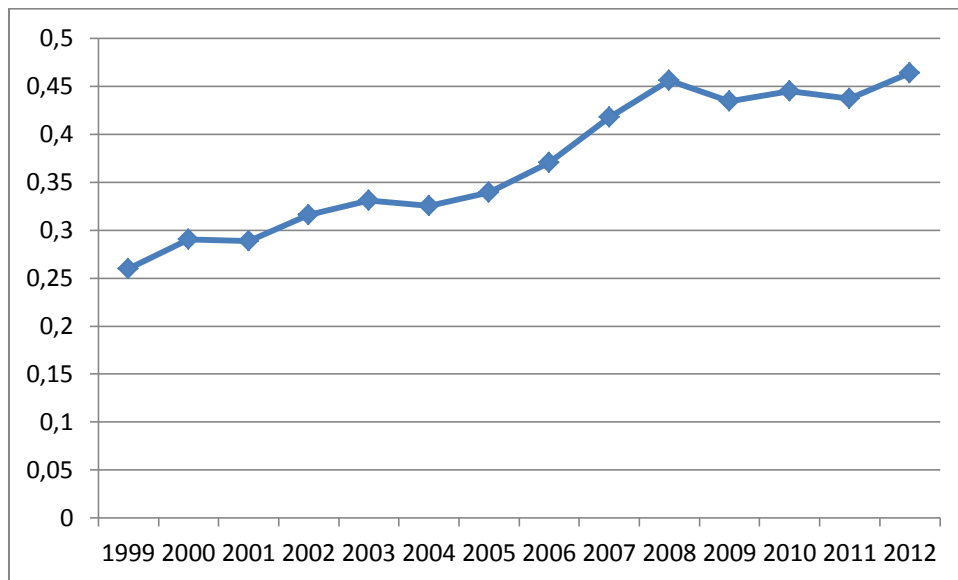
**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des de l'annexe 1

Le graphique 1 montre l'évolution de l'inflation de 1999 à 2012. De 1999 à 2004, le taux d'inflation a connu une évolution en deux périodes. De 1999 à 2000, le taux d'inflation croît de 0,4% à 4,5% et de 2000 à 2004, il décroît de 4,5% à 0,4%. Cette baisse du taux d'inflation s'explique par la mise en place des politiques anti-inflationnistes. De 2004 à 2005, a augmenté de 0,4% à 4,4% dépassant ainsi la norme communautaire de 3% par an. Cette hausse est due aux effets de la crise acridienne des pays sahéliens ce qui conduit à une augmentation du prix des produits vivriers et pétroliers. Ce taux diminue jusqu'à 2,5% en 2007 grâce aux politiques économiques; avant d'augmenter jusqu'à 7,2% à 2008. Cette augmentation brutale de l'inflation s'explique par la hausse du prix des produits vivriers en

particulier les produits de première nécessité. Mais grâce aux politiques gouvernementales que cette hausse de l'inflation a été maîtrisée et ce taux d'inflation est réduit jusqu'à 1,9 en 2010 avant de croître en 2012.

- **La pression fiscale**

**Graphique 2** : Evolution de la pression fiscale de 1999 à 2012

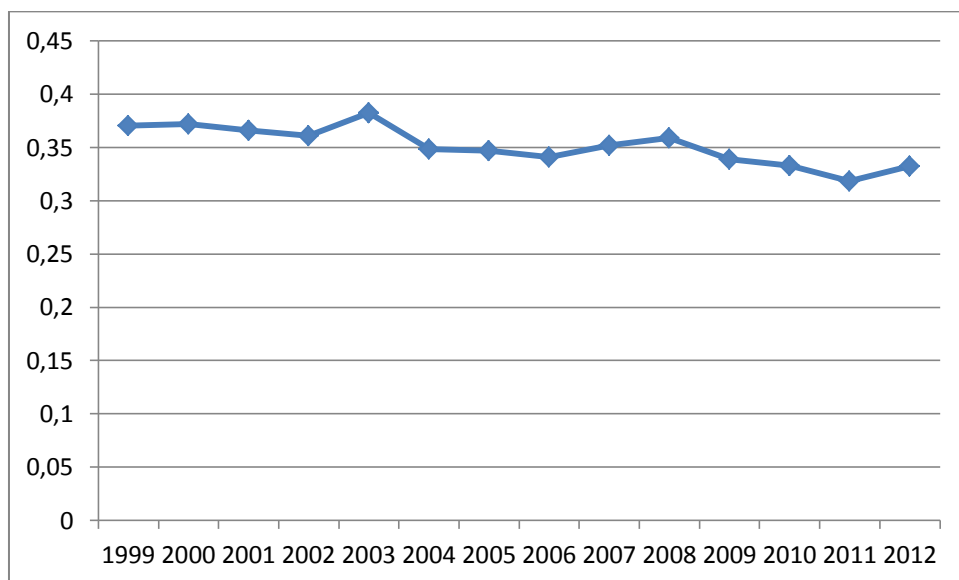


**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'annexe

L'évolution de la pression fiscale décrite par le graphique 2 entre 1999 et 2012 nous montre que la pression fiscale augmente d'année en année passant de 0,25% en 1999 à 48% en 2012. La hausse de la pression fiscale permet à l'Etat de disposer assez de ressources pour faire face à ses dépenses.

- **Importation**

**Graphique 3** : Evolution de l'importation entre 1999 à 2012

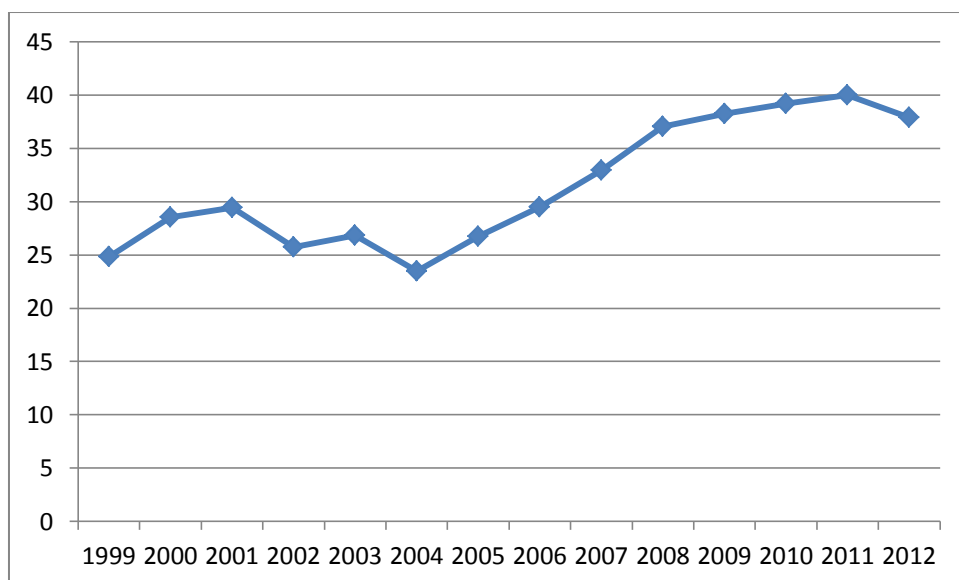


**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'annexe 1

L'évolution de l'importation décrite par le graphe 3 de 1999 à 2012 nous montre que l'importation diminue d'année en année avec une légère perturbation en 2004 et en 2009. Cette perturbation fait monter l'importation de 39% à 36% respectivement.

- **La masse monétaire**

**Graphique 4** : Evolution de la masse monétaire entre 1999 à 2012

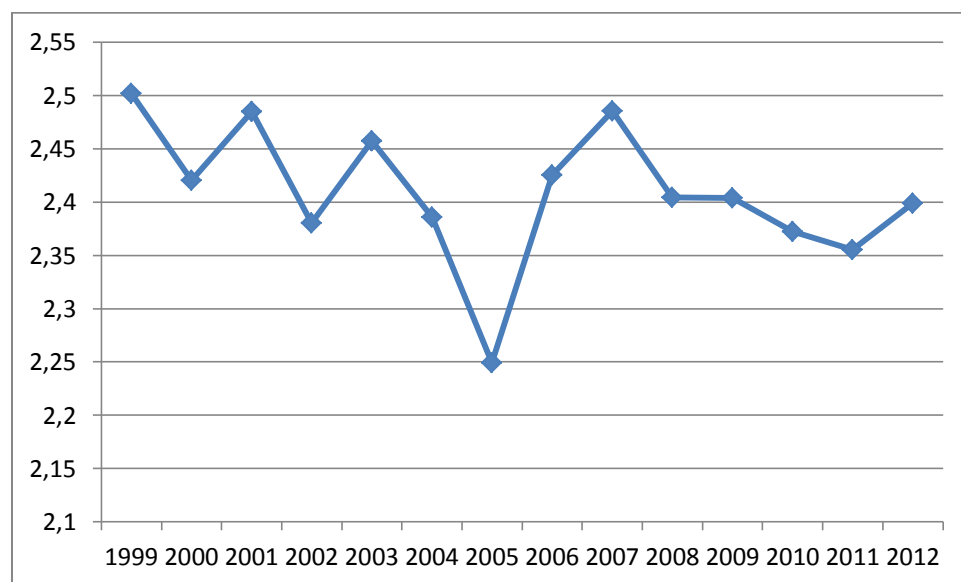


**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'annexe 1

L'évolution de la masse monétaire décrite par le graphe 4 révèle que la masse monétaire a connu une évolution croissante de 1999 à 2012. Cette augmentation est en deux périodes. De 1999 à 2001 la masse monétaire est pratiquement stable avec une valeur de 30 unité de devise locale avant de subir une augmentation accrue jusqu'en 2013. Cette évolution est similaire à celle de la pression fiscale. La masse monétaire a progressé en 2009. Elle est, en 2009, à 37 unités de devises contre 40 unités de devises en 2011. Cette augmentation est due à l'amélioration des crédits intérieurs et des avoirs extérieurs nets. On conclut que la quantité de monnaie en circulation est importante et les autorités ont appliquées un taux d'intérêt élevé ce qui fait ralentir l'investissement en 2006.

#### - La consommation finale

**Graphique 5** : Evolution de la consommation finale de 1999 à 2012

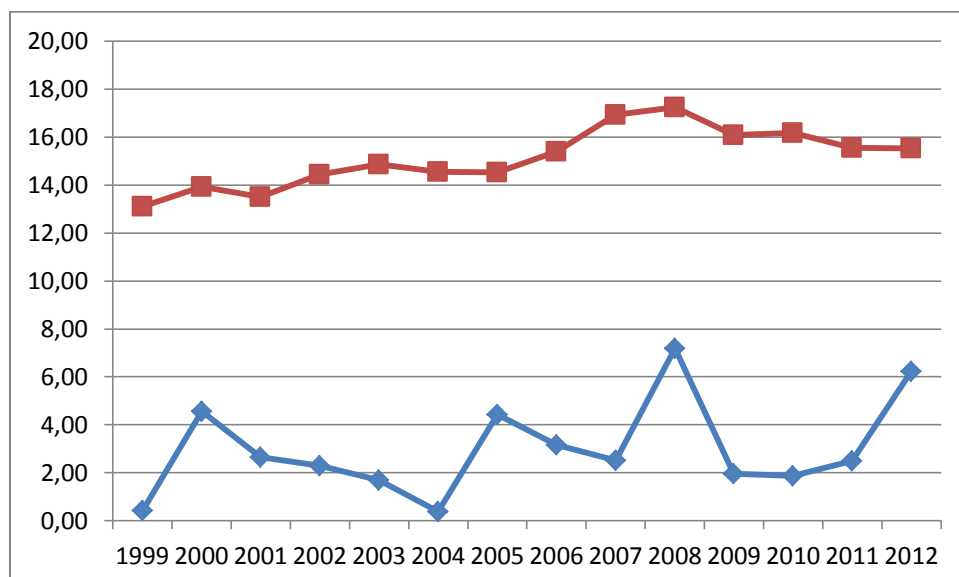


**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'annexe 1

L'évolution de la consommation finale décrite par le graphique 5 entre 1999 et 2012 nous montre que la consommation diminue d'année en année de 2,5% en 1999 à 2,4% en 2012. Nous remarquons en 2004 qu'il y a une diminution allant jusqu'à 2,25% cela explique la baisse de la production, la faiblesse du pouvoir d'achat de la population et l'augmentation générale des prix des produits pétroliers et vivriers.

- **Inflation et pression fiscale**

**Graphique 6** : Evolution de l'inflation et la pression fiscale de 1999 à 2012



**Source** : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'annexe 1

Le graphe n°6 présente l'évolution simultanée de l'inflation et de la pression fiscale de 1999 à 2012. Au cours de cette période on constate que l'inflation et la pression fiscale augmente de 1999 2000 avec des taux respectifs 4% et 14%. Une décroissance est observée au niveau de l'inflation de 2000 à 2004, tandis qu'au niveau de la pression fiscale au cours de cette même période on constate qu'il y a l'effet contraire. Cela s'explique par la mise en œuvre des mesures anti-inflationnistes pour réduire l'inflation au bas niveau. On observe en 2008 un taux d'inflation de 7,8 tandis qu'à cette même période, celui de la pression fiscale était à 17,8. Ce qui est dû au choc pétrolier et l'augmentation générale des produits vivriers. Ces taux vont respectivement diminués de 6% et de 13,9 grâce aux reformes gouvernementales entreprises en 2012.

**B- Résultats et analyses économiques**

**Vérification de la stationnarité des séries**

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de voir l'ordre d'intégration de celle-ci. Les résultats sont regroupés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs en annexes 2.

**Tests de stationnarité d'ADF**

Le test de stationnarité d'ADF est appliqué pour vérifier la stationnarité des variables. Ainsi, ces résultats sont présentés dans le tableau suivant :

**Tableau 1** : Résultat du test d'ADF

Variables	Stationnarité à niveau		Stationnarité en différence première		Ordre d'intégration
	Probabilité	Stationnarité	Probabilité	Stationnarité	
INFL	0.0066	Oui	/	/	I(0)
PF	0.8696	Non	0.0010	Oui	I(1)
MQM	0.7528	Non	0.0000	Oui	I(1)
CONSFIN	0.3755	Non	0.0000	Oui	I(1)
IMPORT_BS	0.0450	Oui	/	/	I(0)

**Source** : Réalisé par les auteurs à partir d'Eviews 7

Le tableau ci-dessus qui récapitule les tests de stationnarité qui sont présentés en ANNEXE 2 montre dans l'ensemble qu'il y a deux variables stationnaire à niveau : l'inflation et les importations car leur probabilité respective pour le test à niveau sont inférieure à 5% (0,0066 et 0,0450 respectivement) et trois variables qui ne sont stationnaire qu'en différence première : la pression fiscale, la masse monétaire et la consommation finale ; étant donné que leur probabilité respective pour le test de stationnarité à niveau sont supérieures à 5% (0,8696 ; 0,7528 et 0,3755 respectivement) et celles pour le test en différence inférieures à 5% (0,0010 ; 0,0000 et 0,0000 respectivement). En définitive nous retenons que les variables INFL et IMPORT\_BS sont stationnaires (intégrées d'ordre 0) et les trois autres sont intégrées d'ordre 1.

Etant donné que notre variable dépendante est stationnaire, il n'est donc plus possible de faire un modèle à correction d'erreur car le test de cointégration de Johansen n'est valable que lorsque nous sommes en présence de variables non stationnaires intégrées d'un même ordre. Deux options se présentes donc à nous : soit faire une estimation MCO ou un VAR en différenciant les variables non stationnaires. Le choix de l'une de ces options dépend des résultats du test d'exogénéité des variables explicatives de notre équation à estimer.

### **Test d'exogénéité de Granger**

Le test d'exogénéité de Granger que nous avons réalisé montre que dans l'ensemble les variables explicatives de l'inflation que nous utilisons dans notre équation sont toutes exogènes dans la mesure où la probabilité globale du test pour chacune de ces variables est supérieure à 5% (0,8698 ; 0,3466 ; 0,0584 et 0,3912 respectivement pour PF, MQM, CONSFIN et IMPORT\_BS) comme le montre l'ANNEXE 3. Etant donné que toutes nos variables explicatives sont exogènes nous pouvons donc estimer un MCO sur les variables stationnaire afin d'éviter les régressions fallacieuses liées à la non stationnarité de certaines variables. Pour cela, c'est la relation suivante que nous allons estimer :

$$\text{INFL} = \alpha_0 + \alpha_1 * \text{D(PF)} + \alpha_2 * \text{D(MQM)} + \alpha_3 * \text{D(CONSFIN)} + \alpha_4 * \text{IMPORT\_BS} + u_t \quad (1)$$

### **Résultat de l'estimation de l'équation (1)**

Le résultat de l'estimation de l'équation (1) qui figure en ANNEXE 4 ne peut être validé que s'il vérifie les tests standard tels que : les tests de stabilité de Cusum et Cusum carré, les hypothèses des MCO (Normalité, homoscedasticité et non autocorrélation des résidus).

Le test de Cusum carré de cette estimation montre qu'elle est ponctuellement instable (ANNEXE 4). Aussi le nuage des points de cette estimation révèle la présence de valeurs aberrantes comme l'indique le graphique de l'ANNEXE 4. Il s'avère donc indispensable de corriger cette instabilité. Le cusum Carré révèle que l'instabilité est survenue entre 1993 et 1994 ce qui nous paraît légitime et réaliste au vue de la réalité économique qui a frappé la zone UEMOA en générale et le Bénin en particulier en 1994 : la dévaluation du FCFA ; laquelle dévaluation a été à l'origine d'une forte inflation cette année et le graphique de l'évolution du taux d'inflation montre bien la présence d'un pic en 1994. Pour corriger donc l'instabilité ainsi l'influence statistique de la présence des valeurs aberrantes nous introduisons dans le modèle une variable dummy (indicatrice) qui prend la valeur 1 en 1994 et 0 ailleurs d'une part puis une variable Infl<sub>t</sub> qui est obtenues à partir du test d'influence statistique et qui permet de corriger les imperfections liées à la présence des valeurs aberrantes d'autre part. La variable dummy représente donc la dévaluation survenue en 1994 et Infl<sub>t</sub> les autres chocs qui touchés l'économie béninoise sur la période d'étude.

La nouvelle équation à estimer est donc la suivante :

$$INFL = \alpha_0 + \alpha_1 * D(PF) + \alpha_2 * D(MQM) + \alpha_3 * D(CONSFIN) + \alpha_4 * IMPORT\_BS + \alpha_5 * Dummy + \alpha_6 * Influ + u_t \quad (2)$$

### **Résultat de l'estimation de l'équation (2)**

Les résultats de l'estimation de l'équation (2) montrent que l'instabilité observées au niveau de l'équation (1) a été corrigée comme le montre les test de Cusum et Cusum carré qui sont en ANNEXE 5. Le modèle ne peut être valide que si les hypothèses des MCO sont aussi respectées. Le corrélogramme de l'estimation qui se trouve en ANNEXE 5 montre que les résidus sont autocorrélés car la bande d'ordre 2 a dépassée l'intervalle de confiance ce qui indique donc une autocorrélation d'ordre 2. Pour pallier à ce problème, nous introduisons dans notre estimation le processus AR d'ordre 2 ce qui nous conduit à estimer l'équation suivante :

$$INFL = \alpha_0 + \alpha_1 * D(PF) + \alpha_2 * D(MQM) + \alpha_3 * D(CONSFIN) + \alpha_4 * IMPORT\_BS + \alpha_5 * Dummy + \alpha_6 * Influ + \alpha_7 * AR(2) + u_t \quad (3)$$

### **Résultat de l'estimation de l'équation (3)**

Une fois le AR(2) introduit, l'autocorrélation à été corrigée et les autres tests des MCO (normalité et homoscédasticité sont aussi vérifiés comme l'indique la synthèse ci-dessous et l'ANNEXE 6.

Synthèse des résultats des tests d'hypothèses des MCO

**Tableau2** : Résultats des tests des MCO

Test	Statistique	Valeur de la statistique	Probabilité	Conclusion
Normalité	JarqueBerra	2,025429	0,363232	les résidus sont normaux
Autocorrélation	Obs*R-squared	0,597926	0,7416	Les résidus sont non autocorrélés
Homoscédasticité	Obs*R-squared	33,98199	0,2399	Les résidus sont homoscédastiques

**Source** : Réalisé par les auteurs à partir d'Eviews7

Le modèle retenu est donc celui de l'équation (3) dont les résultats de l'estimation sont les suivants :

Tableau 3 : Résultat du modèle de VAR

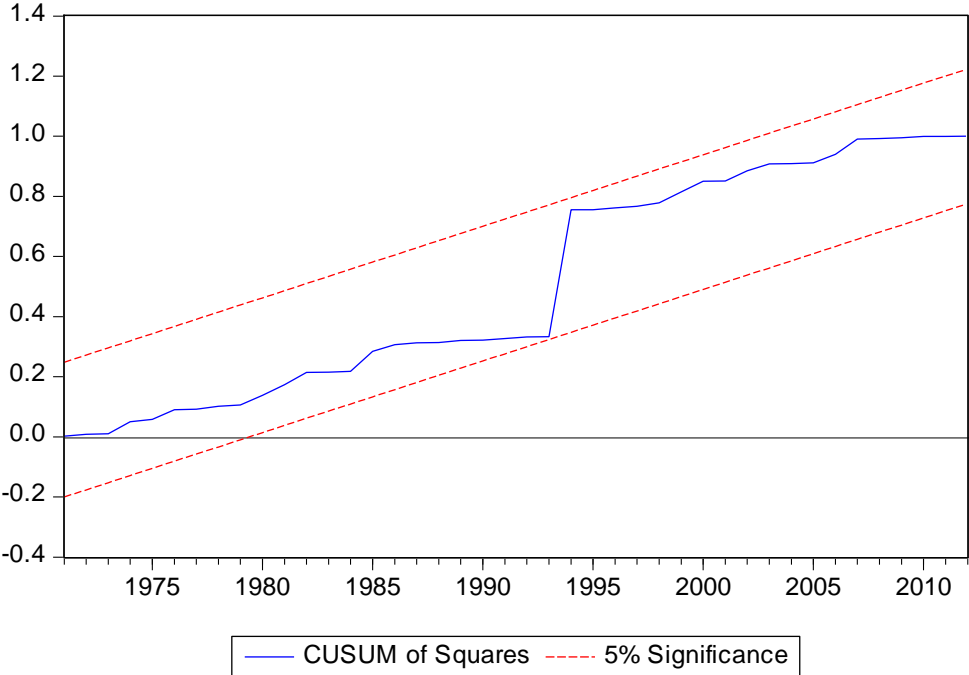
Variable	Coefficient	Prob.
D(PF)	126,3073	0,0000
D(MQM)	0,036849	0,7113
D(CONSFIN)	-3,426405	0,1308
IMPORT_BS	27,65612	0,0000
INFLU	-11,59338	0,0000
DUMMY	-1,210903	0,6977
C	-6,920672	0,0000
AR(2)	-0,394839	0,0198
R-squared	0,934733	
Adjusted R-squared	0,922385	
S.E. of regression	1,841694	
Sumsquaredresid	125,4980	
Log likelihood	-86,92884	
F-statistic	75,70020	
Prob(F-statistic)	0,000000	

**Source** : Réalisé par les auteurs à partir d'EvIEWS 7

L'équation retenue est :

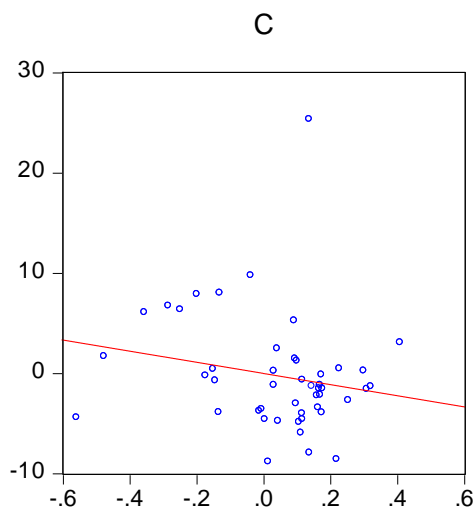
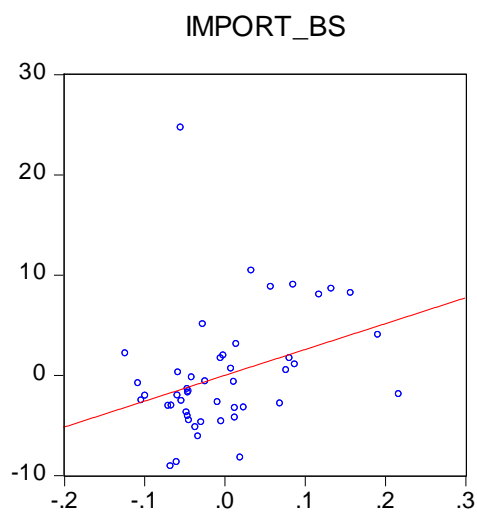
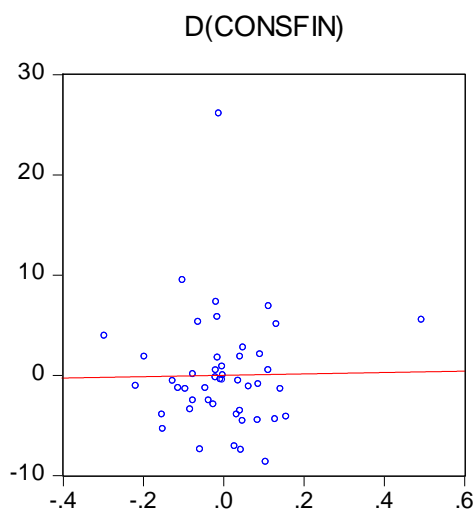
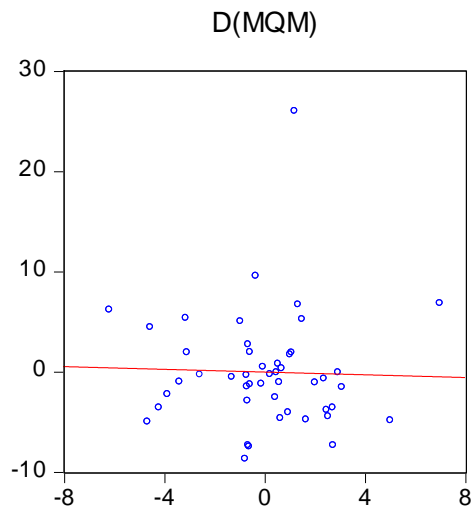
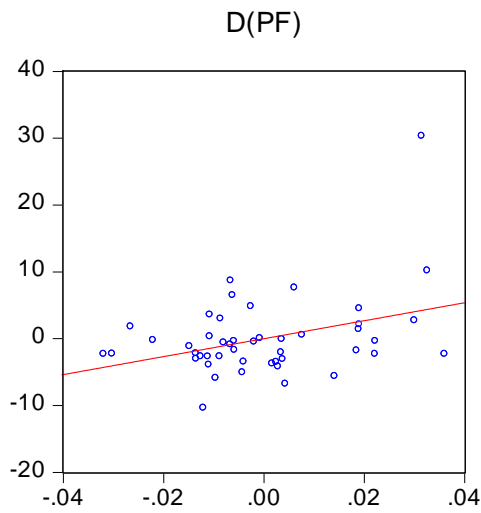
$$\text{INFL} = -6,920672 + 126,307\text{D(PF)} + 0,036849\text{D(MQM)} - 3,426405\text{D(CONSFIN)} + 27,65612\text{D(IMPORT\_BS)} - 1,210903\text{DUMMY} - 11,59338\text{INFLU} - 0,394839\text{AR(2)} + u_t$$

**Test de Cusum Carré de l'estimation de l'équation (1)**



**Nuage de points de l'estimation de l'équation (1)**

INFL vs Variables (Partialled on Regressors)



## **Paragraphe 2 : Analyse des résultats**

Les résultats des tests montrent que les variables endogènes retenus à savoir la pression fiscale, l'importation des biens et services, la masse monétaire et la consommation expliquent à 100% le comportement de l'inflation face à la pression fiscale. Le comportement des variables endogènes retenues sur l'inflation est : la pression fiscale influence positivement et significativement l'inflation au Bénin on conclut qu'une augmentation de la pression fiscale induit donc une augmentation de l'inflation . Quant à la consommation, elle influence négativement et non significative. Une augmentation de 10% de l'inflation diminue la consommation de 3,42%. On déduit qu'une hausse généralisée des prix diminue le pouvoir d'achat de la population. Les agents économiques étant des maximisateurs des profits et en minimisant leur coûts cherchent à consommer les biens ceci à moindre coût. De même, l'importation des biens et service influence positivement l'inflation mais pas significative. De l'autre côté, la masse monétaire influence positivement l'inflation mais pas significative car une augmentation de 10% de l'inflation induit une augmentation de 3% de celle-ci.

L'estimation du modèle VAR nous permet de conclure que le modèle est globalement bon. Les tests de normalité des résidus nous indiquent que les résidus sont normaux car les séries sont stationnaires et la probabilité de Jarque-Berra est supérieure à 5%. Le test d'homoscédasticité nous révèle que les résidus sont globalement homoscédastiques car la probabilité du test de white nous a donné une probabilité supérieure à 5%. Le test d'autocorrélation nous montre qu'il y a absence d'autocorrélation car l'analyse corrélogramme des résidus et la probabilité nous confirme clairement ce résultat.

### **A-Vérification des hypothèses**

**Hypothèse 1** : La consommation finale a un impact négatif sur l'inflation

Elle est vérifiée dans ce sens qu'au fur et à mesure que l'inflation augmente, la consommation finale diminue vice et versa

**Hypothèse 2**: La pression fiscale influence positivement l'inflation au Bénin

Les résultats de nos estimations par le modèle de VAR, d'une part nous révèle que la pression fiscale a une influence positive et significative sur l'inflation car une augmentation de 10% de l'inflation entraîne également une augmentation de la pression fiscale de 1,26%. Dans ce cas, l'hypothèse 2 est donc vérifiée.

## **B- Recommandations**

En termes de recommandation, il est impératif de préconiser la poursuite des réformes visant à adapter la fiscalité dans un environnement en mutation et à maîtriser le coût économique et social du prélèvement fiscal. Il est donc nécessaire de déterminer la combinaison permettant de réaliser un niveau de prélèvement obligatoire optimal atteignant au moins la norme communautaire de l'UEMOA, conciliant au mieux l'efficacité et l'équité.

Ces démarches devraient nécessairement prendre en compte les recommandations essentielles suivantes :

. Stabiliser le cadre macroéconomique du pays en vue d'un progrès durable du niveau de prélèvement public

-Elargir l'assiette fiscale par des exonérations sources d'évasion fiscale,

-Réduire le taux d'imposition, de manière raisonnable selon les normes internationales pour favoriser les investissements privés car l'imposition des entreprises ne devrait pas porter préjudice à la compétitivité de l'environnement des affaires.

. Renforcer le contrôle fiscal, le système fiscal béninois étant essentiellement fondé sur le principe déclaratif, auquel répond l'organisation des contrôles a posteriori. Il est donc impératif d'organiser l'administration fiscale pour assurer un meilleur contrôle fiscal. La prise en compte du rôle possible des collectivités décentralisées dans la mobilisation des ressources fiscales locales serait une alternative de contrôle efficace. La promotion du civisme fiscal doit se traduire par les facteurs essentiels comme la transparence et l'accessibilité des règles fiscales et l'éducation des contribuables à travers des campagnes d'information.

. Mener une réflexion approfondie en matière d'impôt foncier en amont, pour assurer d'une adhésion collective des différentes composantes de la société béninoise.

. Supprimer graduellement la règle du butoir et les mécanismes d'impositions réelle de l'économie.

. Réduire la corruption car la corruption est le principal facteur incitatif de la fraude fiscale.

Quant à l'inflation, il est important que l'Etat mène une politique anti-inflationniste

Car l'inflation réduit la consommation des ménages, du fait que le revenu n'étant pas augmenté ils seront obligé de réduire leur achat ce qui peut créer un tant soit peu une

réduction du produit intérieur brute qui conduira à une réduction de la croissance économique. En effet, le Gouvernement pourrait créer un comité interministériel élargi à la BCEAO et aux universitaires pour mettre en place des stratégies permettant d'anticiper la hausse des prix. Ce comité procédera à des simulations de politiques fiscales en vue de réduire ou de supprimer, les droits et taxes perçus sur les biens de première nécessité en période de crise.

## CONCLUSION

Nous savons qu'avec les mutations structurelles dues aux innovations technologiques qui affectent les fonctionnements de l'économie béninoise, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de la monnaie et des finances, l'inflation est devenue un phénomène fort complexe. En fin de compte, la lutte à engager pour la juguler exige une meilleure connaissance des interactions entre les variables économiques (production, prix et monnaie), faute de quoi il serait hasardeux de prétendre s'assurer une maîtrise de l'incidence attendue des mesures anti-inflationnistes mises en action. L'économie béninoise est seule et entièrement responsable des éléments inflatoires qu'elle engendre par ses propres caractéristiques. Toutefois, les nécessités de fonctionnement des économies modernes ouvertes exigent un élargissement des procédés anti- inflationnistes qui, en plus des méthodes classiques, intègrent divers contrôles et interventions administratives tout en tenant compte de la croissance internationale.

A nos jours, la fiscalité apparaît comme l'un des instruments privilégiés pour réguler l'économie dans un pays. La Direction Générale des Impôts dans notre pays est un des instruments qui permet à l'Etat de procurer les ressources financières dont il a besoin pour remplir ses missions et intervenir d'une façon générale dans l'économie nationale suivant les orientations et les politiques économiques lui dictées par le gouvernement.

C'est dans ce cadre que nous avons choisi en ce qui concerne notre étude de parler de **l'analyse de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin** afin d'évaluer l'influence la pression fiscale sur l'inflation ainsi que les formes classiques de lutte contre l'inflation pour remédier à cette dernière. Les résultats issus des estimations montrent que la pression fiscale influence positivement l'inflation et est significative. Le modèle utilisé pour notre étude est le VAR.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ❖ ATTILA, G. (2007) « corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement » thèse ;
- ❖ CHANVOEDOU, O. M. (2009) « fiscalité et développement au Bénin : une approche économétrique », Maitrise ;
- ❖ Commission de l'UEMOA (2007) « déterminants de l'inflation au niveau de la zone UEMOA »
- ❖ Doe L. et Diallo M. L., (1997), « Déterminants empiriques de l'inflation dans les pays de l'UEMOA », BCEAO ;
- ❖ Doe L. et Diarisso S., (1998), « De l'origine monétaire de l'inflation dans les pays de l'UEMOA », BCEAO ;
- ❖ FORGEOT, G. & STARZEC, C. (2003) « l'impact redistributif des impôts indirectes en France » rapport,
- ❖ Godbout, L. Mathieu Arseneau & Ngoc Ha Dao (janvier 2012) « le dosage des impôts et la croissance économique : des leçons pour le Québec » document de travail ;
- ❖ HOUNGUEKAN, M. D. & TOSSOU, T. (2011) « inflation au Bénin : modèle explicatif et prévision de l'indice des prix à la consommation », mémoire de licence.
- ❖ LACOUDE, P. (1995), « Etude empirique de l'effet Laffer en France au cours des années 1980. In », Revue française d'économie ;
- ❖ MINEA, A. & VILLIEU, P. (2009), « impôt, déficit et croissance économique : un réexamen de la courbe de LAFFER », Revue d'économie politique ;
- ❖ MOUMMI, H. (2012) « La mobilisation des ressources fiscales et son impact sur les niveaux de vie des ménages : cas du Niger » rapport ;
- ❖ PouyaEbrahimi, François Vallancourt (1981-2010) « l'impact du mix fiscale sur la croissance économique des provinces canadiennes », rapport de projet
- ❖ UMBA di MAMONA, A. (2005) « l'incidence de l'inflation sur la fiscalité congolaise de 1995 à 2004 », mémoire de licence ;
- ❖ Yaya KEHO (2009) « détermination d'un taux de pression fiscale optimale pour l'économie ivoirienne » BUPED n°04 ;

# ANNEXES

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

### ANNEXE1 : base de données

Années	INFL	MQM	IMPORT_BS	CONSFIN	PF
1965	2,0576205	8,6564497	0,2097478	2,8470571	0,0197693
1966	1,1366655	8,6802058	0,2601234	2,8457142	0,0160329
1967	0,1410724	8,3896529	0,3210563	2,826857	0,0185054
1968	3,2735251	9,0349724	0,3261282	2,809202	0,0236397
1969	3,4541954	9,9474883	0,3444695	2,7967851	0,0250996
1970	5,0470469	10,874499	0,3650613	2,8956882	0,0308164
1971	1,5732839	13,291133	0,4434018	2,8905667	0,0344483
1972	5,3172261	13,438094	0,4496142	2,8343506	0,0323682
1973	4,8227399	13,152467	0,4280985	2,9479245	0,0378997
1974	14,92071	13,818646	0,4193665	2,8100821	0,0397569
1975	14,246936	21,962333	0,4677709	2,7004032	0,0476363
1976	14,03543	18,354556	0,4331416	3,2041648	0,0674554
1977	5,1768868	18,949163	0,4518472	3,2207587	0,0697606
1978	12,334459	18,615072	0,4717621	3,3084392	0,0746372
1979	13,004686	16,145471	0,564527	2,939364	0,074313
1980	10,18782	20,438127	0,6236765	2,5969831	0,0826088
1981	7,4689482	21,501664	0,6207735	2,5731011	0,1169229
1982	16,148284	23,628901	0,4657474	2,6520511	0,1391777
1983	4,7462097	23,239099	0,3601273	2,6730557	0,1262352
1984	1,953581	24,3231	0,3340629	2,7232799	0,1034562
1985	-4,876982	23,759066	0,366486	2,8153598	0,102384
1986	-3,604173	23,588047	0,3102217	2,7761187	0,1122917
1987	3,0284598	20,617938	0,2887158	2,7844881	0,106176
1988	-0,610507	20,278627	0,2883693	2,7423788	0,0971569
1989	2,2249344	21,740975	0,2284446	2,6715963	0,0724293
1990	2,1765969	25,115607	0,2837745	2,5953161	0,0765102
1991	0,7566201	26,467866	0,343749	2,6280676	0,0874966
1992	3,0251345	29,622098	0,3982721	2,6447009	0,103348
1993	2,3783218	26,490936	0,4076878	2,4925345	0,1119392
1994	35,030113	28,441371	0,3520261	2,5144421	0,1530776
1995	15,099452	22,873627	0,3502366	2,5789983	0,1934119
1996	6,9072937	23,18018	0,3005938	2,4177907	0,2149375
1997	3,6675092	22,128608	0,3167999	2,4789614	0,2263736
1998	5,2316047	19,507034	0,3348305	2,4106871	0,2503834
1999	0,4363621	24,85209	0,3706529	2,5019138	0,2595557
2000	4,5260527	28,560808	0,3720417	2,4205143	0,2905963
2001	2,6600425	29,419014	0,3660682	2,4850534	0,2889285
2002	2,2919259	25,724342	0,3610862	2,3804646	0,3160795
2003	1,7011314	26,817457	0,3823501	2,4575134	0,3308694

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

2004	0,3774995	23,48788	0,3485353	2,3856897	0,3252458
2005	4,4239216	26,750637	0,3469589	2,2494821	0,3391337
2006	3,1563457	29,507435	0,3410995	2,4253001	0,3707126
2007	2,5217255	32,942239	0,352098	2,4855647	0,4178417
2008	7,1852792	37,039403	0,358765	2,4043845	0,4562051
2009	1,9561074	38,225331	0,3389496	2,4038878	0,434206
2010	1,8641879	39,188341	0,3331347	2,3722694	0,4448846
2011	2,358015	40,005281	0,3185872	2,3551672	0,4369032
2012	6,3423062	37,919058	0,3324992	2,3987385	0,4637468

Source : Base de données de la Banque Mondiale

### ANNEXE2 :

#### Test de stationnarité de l'inflation

##### - A niveau

Null Hypothesis: INFL has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.319218	0.0066
Test critical values: 1% level	-4.165756	
5% level	-3.508508	
10% level	-3.184230	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INFL)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 12:26

Sample (adjusted): 1966 2012

Included observations: 47 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

INFL(-1)	-0.591516	0.136950	-4.319218	0.0001
C	4.127242	2.007629	2.055779	0.0458
@TREND(1965)	-0.038676	0.065513	-0.590356	0.5580
<hr/>				
R-squared	0.297843	Meandependent var	0.091164	
Adjusted R-squared	0.265927	S.D. dependent var	7.063138	
S.E. of regression	6.051559	Akaike info criterion	6.500211	
Sumsquaredresid	1611.340	Schwarz criterion	6.618305	
Log likelihood	-149.7549	Hannan-Quinn criter.	6.544650	
F-statistic	9.332041	Durbin-Watson stat	2.040626	
Prob(F-statistic)	0.000418			
<hr/>				

### Test de stationnarité de la pression fiscale

#### - A niveau

Null Hypothesis: PF has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.322997	0.8696
Test critical values: 1% level	-4.170583	
5% level	-3.510740	
10% level	-3.185512	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PF)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:09

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

Sample (adjusted): 1967 2012

Included observations: 46 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PF(-1)	-0.061480	0.046470	-1.322997	0.1930
D(PF(-1))	0.289869	0.147618	1.963647	0.0562
C	-0.003426	0.005708	-0.600195	0.5516
@TREND(1965)	0.000854	0.000472	1.810612	0.0774
R-squared	0.185627	Mean dependent var	0.009733	
Adjusted R-squared	0.127458	S.D. dependent var	0.016838	
S.E. of regression	0.015728	Akaike info criterion	-5.383758	
Sumsquared resid	0.010390	Schwarz criterion	-5.224746	
Log likelihood	127.8264	Hannan-Quinn criter.	-5.324191	
F-statistic	3.191147	Durbin-Watson stat	1.930891	
Prob(F-statistic)	0.033194			

### - En différence première

Null Hypothesis: D(PF) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.993811	0.0010
Test critical values: 1% level	-4.170583	
5% level	-3.510740	
10% level	-3.185512	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

Dependent Variable: D(PF,2)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:10

Sample (adjusted): 1967 2012

Included observations: 46 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PF(-1))	-0.736677	0.147518	-4.993811	0.0000
C	0.000518	0.004910	0.105553	0.9164
@TREND(1965)	0.000279	0.000184	1.513581	0.1374
R-squared	0.367116	Meandependent var	0.000665	
Adjusted R-squared	0.337680	S.D. dependent var	0.019494	
S.E. of regression	0.015865	Akaike info criterion	-5.386407	
Sumsquaredresid	0.010823	Schwarz criterion	-5.267148	
Log likelihood	126.8874	Hannan-Quinn criter.	-5.341732	
F-statistic	12.47148	Durbin-Watson stat	1.924930	
Prob(F-statistic)	0.000054			

### Test de stationnarité de la masse monétaire

- A niveau

Null Hypothesis: MQM has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.980483	0.7528
Test critical values: 1% level	-3.577723	
5% level	-2.925169	
10% level	-2.600658	

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(MQM)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:21

Sample (adjusted): 1966 2012

Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MQM(-1)	-0.046908	0.047842	-0.980483	0.3321
C	1.673325	1.137048	1.471639	0.1481
R-squared	0.020916	Meandependent var	0.622609	
Adjusted R-squared	-0.000841	S.D. dependent var	2.604830	
S.E. of regression	2.605925	Akaike info criterion	4.795074	
Sumsquaredresid	305.5880	Schwarz criterion	4.873803	
Log likelihood	-110.6842	Hannan-Quinn criter.	4.824700	
F-statistic	0.961347	Durbin-Watson stat	2.136334	
Prob(F-statistic)	0.332090			

### - En différence première

Null Hypothesis: D(MQM) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=13)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.327936	0.0000
Test critical values: 1% level	-3.581152	
5% level	-2.926622	

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

10% level -2.601424

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(MQM,2)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:22

Sample (adjusted): 1967 2012

Included observations: 46 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(MQM(-1))	-1.110854	0.151592	-7.327936	0.0000
C	0.711173	0.403547	1.762308	0.0850
R-squared	0.549635	Meandependent var	-0.045869	
Adjusted R-squared	0.539400	S.D. dependent var	3.898448	
S.E. of regression	2.645780	Akaike info criterion	4.826313	
Sumsquaredresid	308.0066	Schwarz criterion	4.905820	
Log likelihood	-109.0052	Hannan-Quinn criter.	4.856097	
F-statistic	53.69864	Durbin-Watson stat	1.954107	
Prob(F-statistic)	0.000000			

### Test de stationnarité de la consommation finale

- A niveau

Null Hypothesis: CONSFIN has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=11)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.801242	0.3755

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

Test critical values: 1% level	-3.577723
5% level	-2.925169
10% level	-2.600658

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

### Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CONSFIN)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:16

Sample (adjusted): 1966 2012

Included observations: 47 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CONSFIN(-1)	-0.139609	0.077507	-1.801242	0.0784
C	0.361687	0.206915	1.747998	0.0873
R-squared	0.067251	Meandependent var	-0.009539	
Adjusted R-squared	0.046523	S.D. dependent var	0.129266	
S.E. of regression	0.126224	Akaike info criterion	-1.259903	
Sumsquaredresid	0.716957	Schwarz criterion	-1.181173	
Log likelihood	31.60772	Hannan-Quinn criter.	-1.230277	
F-statistic	3.244474	Durbin-Watson stat	1.922689	
Prob(F-statistic)	0.078368			

### - En différence première

Null Hypothesis: D(CONSFIN) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

t-Statistic    Prob.\*

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.840873	0.0000
Test critical values: 1% level	-3.581152	
5% level	-2.926622	
10% level	-2.601424	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

### Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CONSFIN,2)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:17

Sample (adjusted): 1967 2012

Included observations: 46 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(CONSFIN(-1))	-1.032644	0.150952	-6.840873	0.0000
C	-0.010066	0.019543	-0.515061	0.6091
R-squared	0.515405	Meandependent var	0.000976	
Adjusted R-squared	0.504392	S.D. dependent var	0.187637	
S.E. of regression	0.132095	Akaike info criterion	-1.168080	
Sumsquaredresid	0.767765	Schwarz criterion	-1.088573	
Log likelihood	28.86583	Hannan-Quinn criter.	-1.138296	
F-statistic	46.79754	Durbin-Watson stat	2.004845	
Prob(F-statistic)	0.000000			

**Test de stationnarité des importations**

- A niveau

Null Hypothesis: IMPORT\_BS has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=16)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.973556	0.0450
Test critical values: 1% level	-3.581152	
5% level	-2.926622	
10% level	-2.601424	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IMPORT\_BS)

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 11:19

Sample (adjusted): 1967 2012

Included observations: 46 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IMPORT_BS(-1)	-0.217933	0.073290	-2.973556	0.0048
D(IMPORT_BS(-1))	0.417445	0.131874	3.165484	0.0028
C	0.082601	0.028128	2.936575	0.0053
R-squared	0.266780	Meandependent var		0.001573
Adjusted R-squared	0.232676	S.D. dependent var		0.045090
S.E. of regression	0.039497	Akaike info criterion		-3.562184
Sumsquaredresid	0.067081	Schwarz criterion		-3.442924
Log likelihood	84.93022	Hannan-Quinn criter.		-3.517508

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

F-statistic            7.822702      Durbin-Watson stat    1.970273  
 Prob(F-statistic)    0.001266

### **ANNEXE 3 : Tests d'exogénéité de Granger**

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests

Sample: 1965 2012

Included observations: 46

Dependent variable: D(PF)

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
INFL	0.069147	1	0.7926
D(MQM)	0.374648	1	0.5405
D(CONSFIN)	0.360402	1	0.5483
IMPORT_BS	0.066060	1	0.7972
All	1.250229	4	0.8698

Dependent variable: D(MQM)

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
INFL	2.055364	1	0.1517
D(PF)	0.473971	1	0.4912
D(CONSFIN)	2.202472	1	0.1378
IMPORT_BS	0.251414	1	0.6161
All	4.465963	4	0.3466

Dependent variable: D(CONSFIN)

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
INFL	0.112169	1	0.7377
D(PF)	0.200894	1	0.6540
D(MQM)	8.056685	1	0.0045
IMPORT_BS	0.982546	1	0.3216
All	9.110975	4	0.0584

Dependent variable: IMPORT\_BS

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
INFL	1.681817	1	0.1947
D(PF)	3.144576	1	0.0762
D(MQM)	0.019056	1	0.8902
D(CONSFIN)	0.194253	1	0.6594
All	4.111091	4	0.3912

### **ANNEXE 4 : Estimation de l'équation (1)**

#### **Résultat de l'estimation de l'équation (1)**

Dependent Variable: INFL

Method: Least Squares

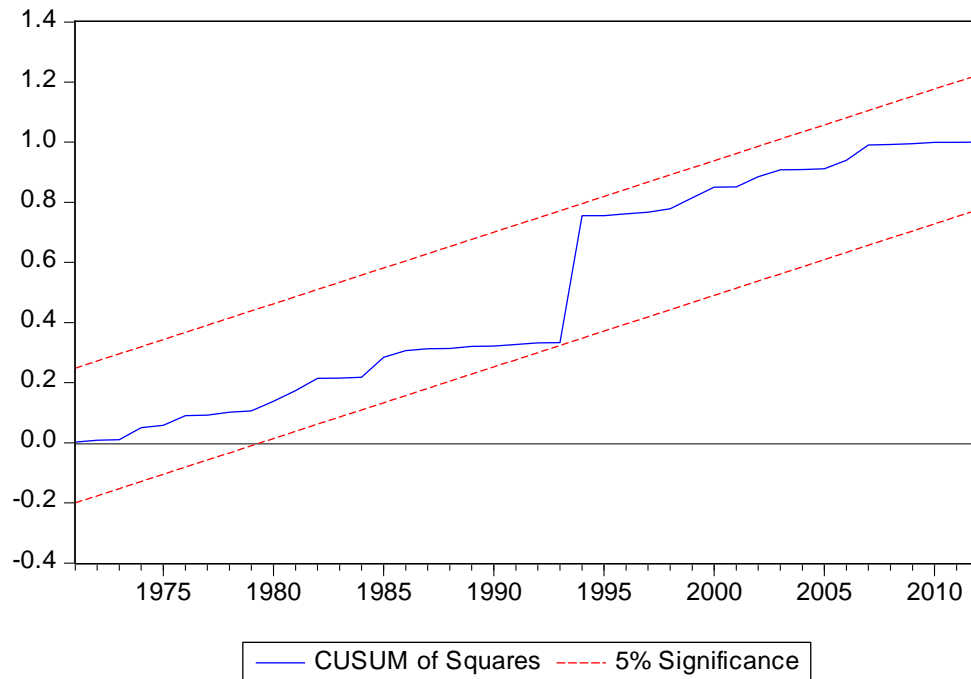
Date: 05/12/15 Time: 11:43

Sample (adjusted): 1966 2012

Included observations: 47 after adjustments

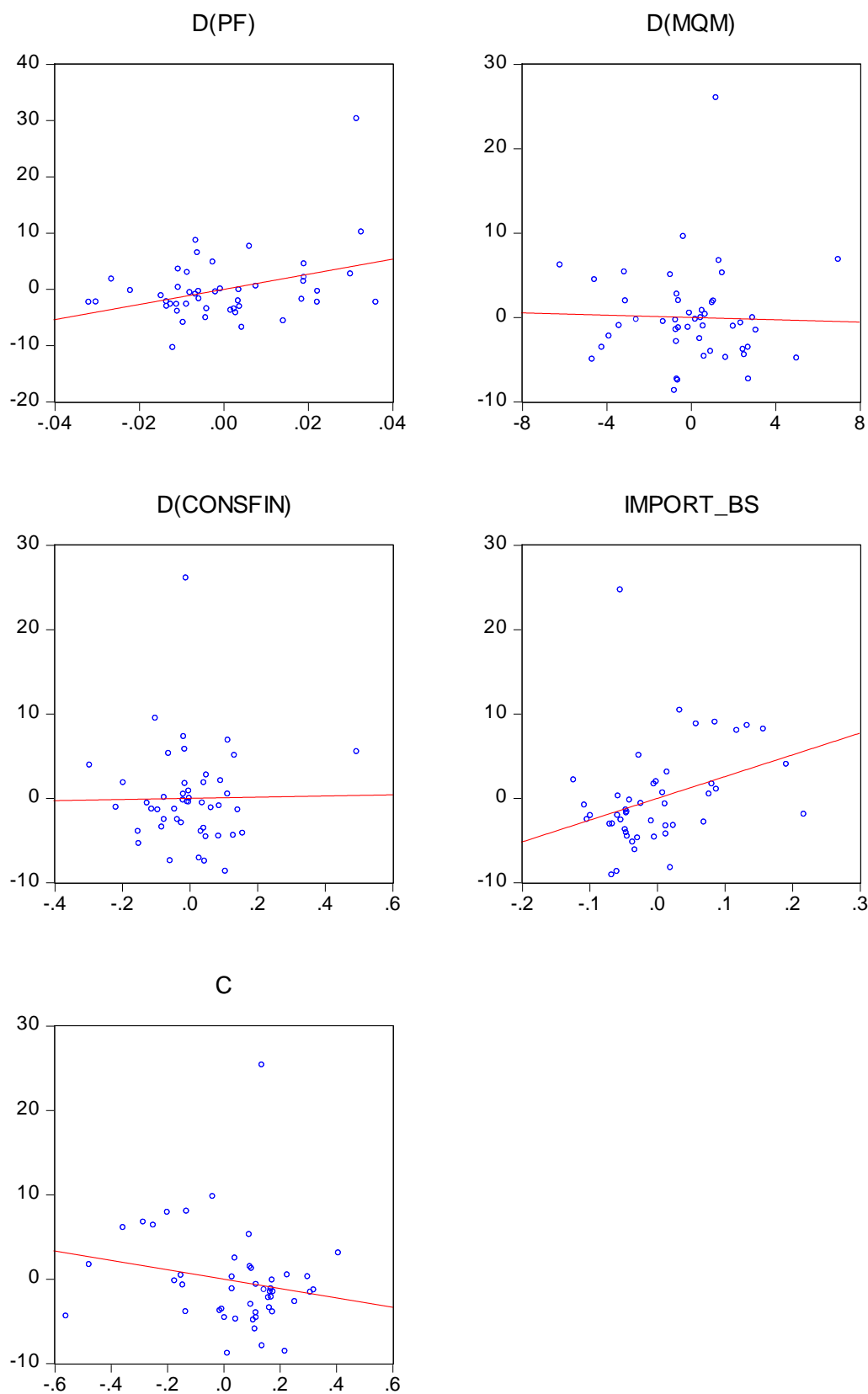
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PF)	134.2987	53.62921	2.504208	0.0162
D(MQM)	-0.067927	0.340043	-0.199759	0.8426
D(CONSFIN)	0.686493	7.042948	0.097472	0.9228
IMPORT_BS	25.78402	11.24696	2.292533	0.0270
C	-5.553893	4.201989	-1.321730	0.1934
R-squared	0.259186	Meandependent var	5.345212	
Adjusted R-squared	0.188633	S.D. dependent var	6.543501	
S.E. of regression	5.894120	Akaike info criterion	6.486076	
Sumsquaredresid	1459.107	Schwarz criterion	6.682900	
Log likelihood	-147.4228	Hannan-Quinn criter.	6.560142	
F-statistic	3.673604	Durbin-Watson stat	1.601106	
Prob(F-statistic)	0.011830			

**Test de Cusum Carré de l'estimation de l'équation (1)**



**Nuage de points de l'estimation de l'équation (1)**

INFL vs Variables (Partialled on Regressors)



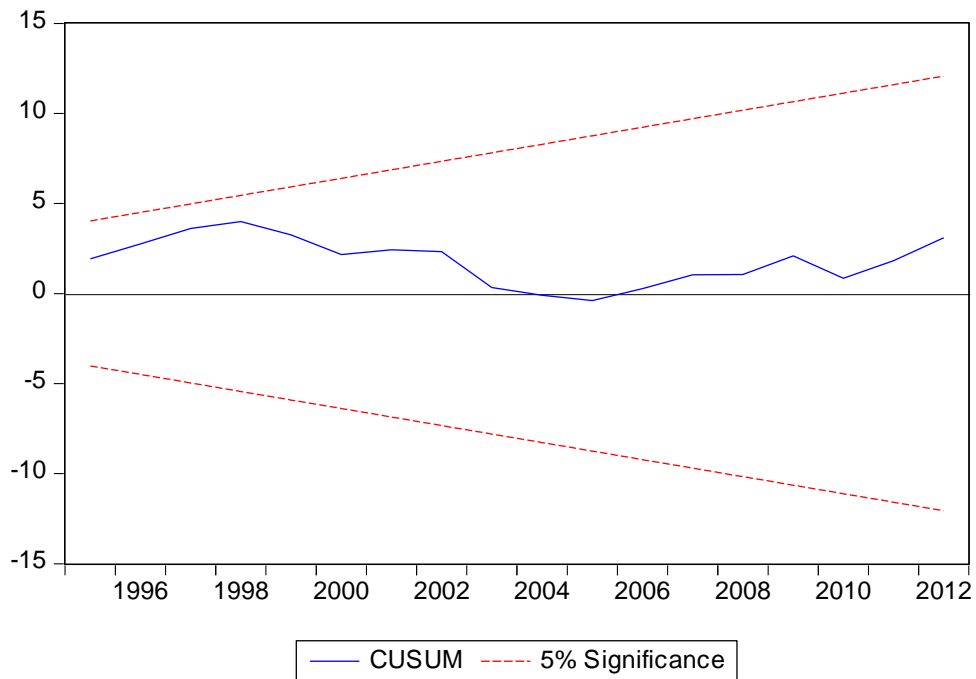
**ANNEXE 5 : Estimation de l'équation (2)**

**Résultat de l'estimation de l'équation (2)**

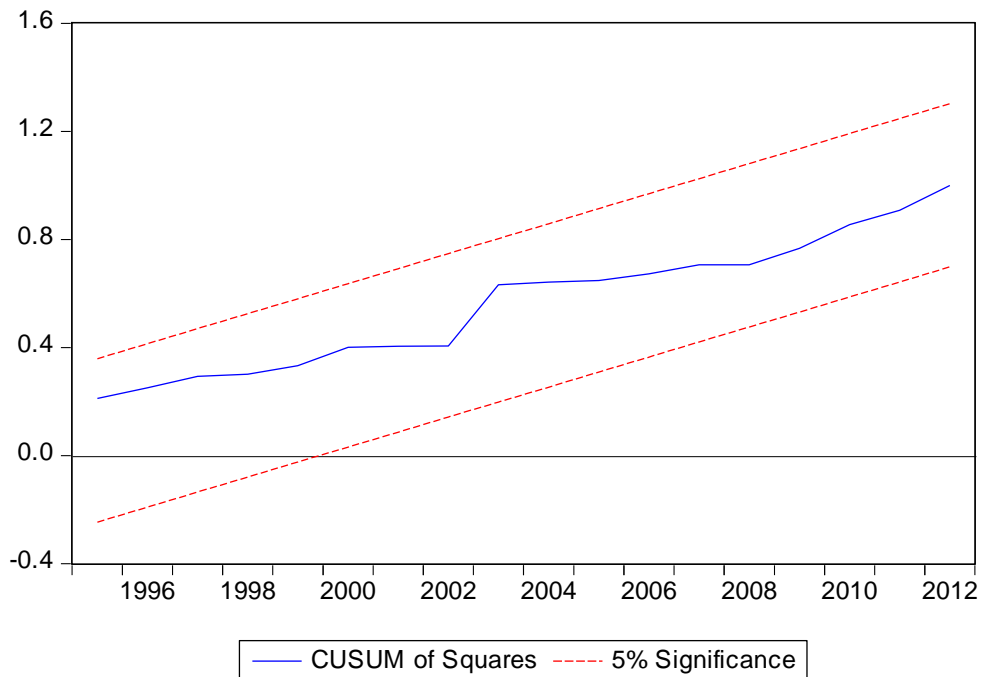
Dependent Variable: INFL  
 Method: Least Squares  
 Sample (adjusted): 1966 2012  
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PF)	123.4524	19.12163	6.456165	0.0000
D(MQM)	0.019960	0.112744	0.177039	0.8604
D(CONSFIN)	-3.839359	2.340026	-1.640734	0.1087
IMPORT_BS	25.80371	3.731414	6.915263	0.0000
INFLU	-11.13793	0.921665	-12.08457	0.0000
DUMMY	0.214723	3.167743	0.067784	0.9463
C	-6.183853	1.385918	-4.461916	0.0001
R-squared	0.924582	Meandependent var	5.345212	
Adjusted R-squared	0.913269	S.D. dependent var	6.543501	
S.E. of regression	1.927064	Akaike info criterion	4.286477	
Sumsquaredresid	148.5431	Schwarz criterion	4.562031	
Log likelihood	-93.73220	Hannan-Quinn criter.	4.390169	
F-statistic	81.72974	Durbin-Watson stat	1.773480	
Prob(F-statistic)	0.000000			

**Test de Cusum**



**Test de Cusum Carré**



**Corrélogramme de l'estimation de l'équation (2)**

Sample: 1966 2012  
Included observations: 47

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.107	0.107	0.5735	0.449
		2	-0.342	-0.357	6.5427	0.038
		3	-0.215	-0.148	8.9634	0.030
		4	0.080	0.001	9.3019	0.054
		5	-0.105	-0.279	9.9108	0.078
		6	0.021	0.062	9.9363	0.127
		7	-0.047	-0.212	10.063	0.185
		8	0.085	0.068	10.485	0.233
		9	0.107	0.066	11.180	0.264
		10	0.004	-0.080	11.181	0.344
		11	-0.227	-0.116	14.488	0.207
		12	-0.050	-0.057	14.655	0.261
		13	0.075	-0.035	15.036	0.305
		14	0.115	0.038	15.955	0.316
		15	0.083	0.106	16.445	0.353
		16	-0.039	-0.079	16.556	0.415
		17	-0.005	0.143	16.558	0.485
		18	-0.010	-0.067	16.565	0.553
		19	-0.032	0.036	16.649	0.614
		20	-0.051	0.045	16.873	0.661

**ANNEXE 6 : Résultat de l'estimation de l'équation (3)**

**Résultat de l'estimation de l'équation (3)**

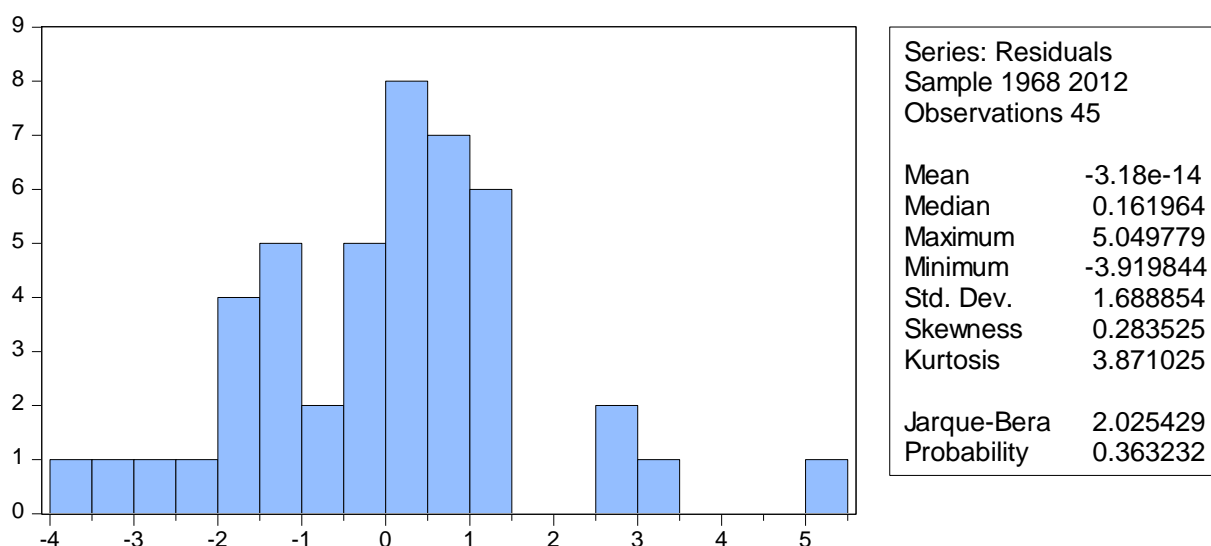
Dependent Variable: INFL  
Method: Least Squares  
Date: 05/12/15 Time: 14:24  
Sample (adjusted): 1968 2012  
Included observations: 45 after adjustments  
Convergence achieved after 16 iterations

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PF)	126.3073	16.54738	7.633072	0.0000
D(MQM)	0.036849	0.098801	0.372968	0.7113
D(CONSFIN)	-3.426405	2.217453	-1.545199	0.1308
IMPORT_BS	27.65612	2.950811	9.372380	0.0000
INFLU	-11.59338	0.896700	-12.92894	0.0000
DUMMY	-1.210903	3.093696	-0.391410	0.6977
C	-6.920672	1.103828	-6.269701	0.0000
AR(2)	-0.394839	0.162127	-2.435365	0.0198

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

R-squared	0.934733	Meandependent var	5.554383
Adjusted R-squared	0.922385	S.D. dependent var	6.610661
S.E. of regression	1.841694	Akaike info criterion	4.219060
Sumsquaredresid	125.4980	Schwarz criterion	4.540244
Log likelihood	-86.92884	Hannan-Quinn criter.	4.338794
F-statistic	75.70020	Durbin-Watson stat	1.838517
Prob(F-statistic)	0.000000		

### Test de normalité



### Test d'autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.235658	Prob. F(2,35)	0.7913
Obs*R-squared	0.597926	Prob. Chi-Square(2)	0.7416

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 14:28

Sample: 1968 2012

Included observations: 45

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PF)	-1.648044	17.07551	-0.096515	0.9237
D(MQM)	-0.012683	0.104081	-0.121862	0.9037

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

D(CONSFIN)	0.617849	2.556563	0.241672	0.8104
IMPORT_BS	0.137087	3.023619	0.045339	0.9641
INFLU	0.062671	0.920501	0.068084	0.9461
DUMMY	0.248896	3.200879	0.077759	0.9385
C	-0.025783	1.128926	-0.022838	0.9819
AR(2)	0.186234	0.419001	0.444472	0.6594
RESID(-1)	0.072002	0.178160	0.404139	0.6886
RESID(-2)	-0.238385	0.476322	-0.500469	0.6199
<hr/>				
R-squared	0.013287	Meandependent var	-3.18E-14	
Adjusted R-squared	-0.240439	S.D. dependent var	1.688854	
S.E. of regression	1.880961	Akaike info criterion	4.294572	
Sumsquaredresid	123.8304	Schwarz criterion	4.696053	
Log likelihood	-86.62788	Hannan-Quinn criter.	4.444240	
F-statistic	0.052368	Durbin-Watson stat	2.032622	
Prob(F-statistic)	0.999966			

### Test d'homoscédasticité

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	1.595288	Prob. F(29,15)	0.1711
Obs*R-squared	33.98199	Prob. Chi-Square(29)	0.2399
Scaled explained SS	32.97875	Prob. Chi-Square(29)	0.2786

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 05/12/15 Time: 14:29

Sample: 1968 2012

Included observations: 45

Collinear test regressors dropped from specification

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-81.71924	59.41242	-1.375457	0.1892
GRADF_01	-492.1215	919.2695	-0.535340	0.6003
GRADF_01^2	-3315.476	3903.519	-0.849356	0.4090
GRADF_01*GRADF_02	14.77486	28.71904	0.514462	0.6144
GRADF_01*GRADF_03	661.1379	884.4707	0.747496	0.4663
GRADF_01*GRADF_04	1254.924	1984.514	0.632358	0.5367
GRADF_01*GRADF_05	-226.1132	405.0576	-0.558225	0.5849
GRADF_01*GRADF_06	-2497.262	2638.008	-0.946647	0.3588
GRADF_01*GRADF_08	4.257860	66.56768	0.063963	0.9498
GRADF_02	-2.225902	4.074134	-0.546350	0.5929
GRADF_02^2	-0.318346	0.159941	-1.990393	0.0651
GRADF_02*GRADF_03	-3.027849	5.857770	-0.516895	0.6128

## Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

GRADF_02*GRADF_04	4.144867	8.008487	0.517559	0.6123
GRADF_02*GRADF_05	0.759064	1.161004	0.653799	0.5231
GRADF_02*GRADF_06	-7.702639	23.71594	-0.324787	0.7498
GRADF_02*GRADF_08	0.246439	0.420774	0.585681	0.5668
GRADF_03	-7.957225	97.54827	-0.081572	0.9361
GRADF_03^2	-67.92490	93.63257	-0.725441	0.4793
GRADF_03*GRADF_04	-61.07768	191.6195	-0.318745	0.7543
GRADF_03*GRADF_05	51.47267	30.06322	1.712147	0.1075
GRADF_03*GRADF_08	1.550464	10.45792	0.148257	0.8841
GRADF_04	326.1666	234.0891	1.393344	0.1838
GRADF_04^2	-308.3294	232.1243	-1.328294	0.2039
GRADF_04*GRADF_05	-18.28306	59.05710	-0.309583	0.7611
GRADF_04*GRADF_08	-8.009454	8.770284	-0.913249	0.3756
GRADF_05	9.892776	32.65258	0.302971	0.7661
GRADF_05^2	22.72110	17.03356	1.333902	0.2021
GRADF_05*GRADF_08	0.666561	2.945111	0.226328	0.8240
GRADF_07*GRADF_08	3.858727	3.486247	1.106843	0.2858
GRADF_08^2	0.464436	0.548317	0.847021	0.4103

R-squared	0.755155	Meandependent var	2.788844
Adjusted R-squared	0.281789	S.D. dependent var	4.778841
S.E. of regression	4.049940	Akaike info criterion	5.870002
Sumsquaredresid	246.0302	Schwarz criterion	7.074444
Log likelihood	-102.0750	Hannan-Quinn criter.	6.319006
F-statistic	1.595288	Durbin-Watson stat	1.961217
Prob(F-statistic)	0.171134		

## **Table des matières**

<u>AVERTISSEMENTS</u> .....	ii
<u>DEDICACES</u> .....	iii
<u>REMERCIEMENTS</u> .....	iv
<u>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</u> .....	v
<u>LISTE DE TABLEAUX</u> .....	vi
<u>SOMMAIRE</u> .....	vii
<u>RESUME</u> .....	viii
<u>INTRODUCTION</u> .....	1
<u>Chapitre 1 : Cadre Institutionnel et Théorique de l'Etude</u> .....	3
<u>Section 1 : Cadre institutionnel de l'étude</u> .....	4
<u>Paragraphe 1 : Présentation de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE)</u> .....	4
<u>A-Historique et missions</u> .....	4
<u>B-Structure organisationnelle</u> .....	5
<u>paragraphe2 : Déroulement du stage à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)</u> .....	9
<u>A- Présentation de la Direction de la Prévision et de la Conjoncture</u> .....	9
<u>B- Déroulement du stage et difficultés rencontrées</u> .....	11
<u>Section 2 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude</u> .....	13
<u>Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude</u> .....	13
<u>A- Problématique</u> .....	13
<u>B- Intérêt de l'étude</u> .....	15
<u>Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude</u> .....	16
<u>A- Objectifs et Hypothèses de l'étude :</u> .....	16
<u>B- Revue de littérature</u> .....	17
<u>- Définition des concepts</u> .....	17
<u>- Aspects théoriques</u> .....	19
<u>- Aspects empiriques</u> .....	21
<u>Chapitre 2 : Démarche méthodologique, Présentation et analyse empirique des resultats</u> .....	25
<u>Section 1 : Démarche méthodologique de l'étude</u> .....	26
<u>Paragraphe1 : Collecte et traitement des données</u> .....	26
<u>A-Collecte des données</u> .....	26
<u>B-Traitement des données</u> .....	27
<u>Paragraphe2 : Modélisation</u> .....	31
<u>A-Présentation du modèle d'analyse</u> .....	31

# Analyse de l'effet de la pression fiscale sur l'inflation au Bénin

---

B-Justification du choix des variables et stratégies de vérification des hypothèses .....	32
-Justification du choix des variables et résultats attendus .....	32
-Stratégie de vérification des hypothèses.....	33
<u>Section2 : Présentation et analyse des résultats.</u> .....	34
<u>Paragraphe1 : Présentation des résultats</u> .....	34
<u>A-Analyse descriptive des résultats :</u> .....	34
<u>B- Résultats et analyses économique</u> .....	38
<u>Paragraphe 2 : Analyse des résultats</u> .....	44
<u>A-Vérification des hypothèses</u> .....	44
<u>B- Recommandations</u> .....	45
<u>CONCLUSION</u> .....	48
REFERENCES	
BIBLIOGRAPHIQUES.....	a
ANNEXE.....	b
Table des matières.....	w